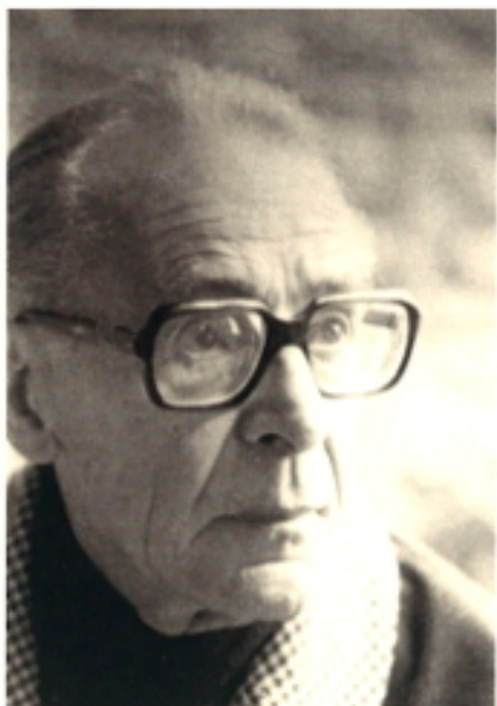


PRÉSENCE D'HENRI GUILLEMIN



5

2016

ACADÉMIE DE

Avec Jaurès, pensées et arrière-pensées
Profession écrivains
Le préfacier de la Commune de Paris

MÂCON

***PRÉSENCE
D'HENRI
GUILLEMIN***

n° 5

Bulletin de l'association

Textes réunis par André BAZZANA

Académie de Mâcon

2016

Illustration de couverture :

Henri Guillemin (cliché Maurice MARINGUE)

**Le bulletin *Présence d'Henri Guillemin* est publié
par l'association (loi de 1901) du même nom.
Celle-ci a pour but d'encourager et de faire connaître
les recherches récentes concernant son œuvre ;
ce bulletin y contribue en relatant ces travaux
et en publiant des textes peu ou pas connus
d'Henri Guillemin. Dans la même perspective,
un site internet est en cours de création.**

ISBN 979-10-92085-18-1

ISSN 2417-7652

© Académie de Mâcon 2016

Impression : bureautique 71, Mâcon

Dépôt légal mars 2016

Avant propos

par Guy FOSSAT
Président de l'association

Une année sépare les deux Assemblées générales de mars 2015 et mars 2016, qui bornent cette période de transition, pour laquelle je me suis engagé devant l'Assemblée générale (AG) et le Conseil d'administration (CA), à assumer la présidence de l'association « Présence d'Henri Guillemin » (APHG). Cet engagement reposait sur la mise en place d'une dynamique qui irait d'un bilan des années passées jusqu'à la formulation de propositions pour les années à venir. Lors de l'AG du 19 mars 2016, ces points feront l'objet d'une présentation plus précise que les quelques lignes que je glisse dans cet avant-propos.

Il y a donc un an, avec le départ de Michel-Antoine Rognard de la présidence, APHG s'engage dans une inévitable période de mutation. Nous devons en prendre acte et considérer comme un atout ce qui pourrait passer, de prime abord, pour une perte. Michel-Antoine Rognard et les membres fondateurs, à l'issue de treize années actives au service de la pensée de Guillemin, passent maintenant le relais à une nouvelle génération : celle des membres qui, peu ou prou, ne connaissaient pas personnellement Henri Guillemin ; n'avaient, ni suivi ses conférences, ni... été invités à sa maison de la Cour des Bois. Cet « Acte Premier », fondateur, s'est achevé. Il me paraît juste de rappeler la part prise dans cette aventure par plusieurs adhérents de la première heure, que le CA a reconnus comme « membres fondateurs » et inscrits, avec leur accord, dans le Règlement intérieur de l'association. Il s'agit, par ordre alphabétique, de Norbert Darreau, Maurice Maringue, Jean-Paul Noly et Michel-Antoine Rognard ; cette reconnaissance a aussi été accordée à Albert Krivopissko, décédé depuis lors.

*
* *

Assurer le déroulement de cette année de transition nécessitait, pour le CA, le Bureau et pour moi, de regarder vigoureusement vers l'avenir. Bref, il s'agissait de préfigurer l'acte II de l'histoire de l'association. Les acquis observables de l'acte I – qui, au fil des années, ont renforcé APHG – peuvent se résumer comme suit :

- Installation du siège social dans les locaux de l'Académie de Mâcon, permettant de régler favorablement, aussi bien des questions matérielles que relationnelles : mise à disposition d'une salle de réunion, photocopies, placard de rangement des publications et des archives ; intégration des ouvrages d'APHG dans ceux de l'Académie, facilitant ainsi leur conservation, leur consultation et leur prêt ; possibilité, dans ce même lieu, de contacts au quotidien, facilités par la fréquente appartenance de nos adhérents à cette académie.

- Conception et mise au point progressive des deux « piliers » nouveaux, visant à diversifier et élargir nos approches de Guillemin et la recherche de publics nouveaux. Ce sont, d'une part les « Entretien Henri Guillemin » (EHG), d'autre part la création et la publication de *Présence d'Henri Guillemin* (PHG), bulletin devenu annuel depuis quelques années.

- Poursuite de l'édification d'un troisième « pilier », les colloques et journées d'études ; dès la première année, ils n'ont jamais cessé d'être conçus et organisés, le « colloque » représentant souvent, on le sait, la forme « classique » d'élaboration et de mise en forme (grâce à la diffusion des actes) de connaissances nouvelles sur un *sujet-Guillemin*.

Aujourd'hui, APHG s'appuie ainsi *de facto* sur ces trois piliers, interdépendants, évolutifs et demandant sans cesse adaptations et aménagements. Mais, en dépit de cette panoplie de bons outils d'intervention, la « conquête » de publics plus jeunes et plus nombreux n'est pas gagnée ; il nous est particulièrement difficile d'associer à nos activités – voire, même simplement de contacter – le public des lycées, ainsi que celui des enseignants. Nos initiatives d'ouverture, marquent le pas. C'est pourquoi, depuis un an environ, la création d'un site Internet s'est imposée comme priorité au CA et au Bureau. En ce mois de mars 2016, et au moment où va se tenir notre AG annuelle, ce site ne sera pas éloigné de sa mise en service et pourra, ensuite, connaître un développement progressif.

Parmi les questions qui ont surgi au cours de cette année, je dois faire part d'un débat interne au CA et au Bureau qui s'est fait jour depuis l'AG 2015. Il portait sur la mise en place d'une structure interne – autonome – qui aurait permis d'orienter explicitement une partie des activités d'APHG, vers les travaux d'Henri Guillemin portant sur l'histoire politique. Ce débat interne – cet enjeu d'orientation, donc d'activités – s'est achevé par la démission de trois membres du bureau et la création, à leur initiative, d'une association nouvelle, « Les Amis d'Henri Guillemin » (LAHG). A ce jour, le public qui découvre ou approfondit l'œuvre d'Henri Guillemin se trouve donc en présence de deux associations, chacune pourvue de ses statuts et d'un site Internet, chacune prenant les initiatives qui lui conviennent selon ses modalités propres. Faut-il le regretter ? Nous préférons y voir un moyen efficace – permis par la loi de 1901 sur les associations – de compléter, de diversifier et d'enrichir les sources d'accès et les ouvertures intellectuelles vers cette forte figure de la pensée du XX^e siècle, Henri Guillemin.

Première partie

Communications

Jaurès et Guillemain, pensées et arrières-pensées

Causerie autour de *L'arrière-pensée* de Jaurès, d'Henri Guillemain

Par Antoine Marzio
Membre de l'association

Au titre de la causerie que l'on doit à notre Président Guy Fossat et qui porte sur la pensée et l'arrière-pensée de ces deux personnages, je vais apporter un rectificatif ; il s'agira davantage ici, dans ce texte et dans quelques autres dont nous ferons état, de l'arrière-pensée de Jaurès et de la pensée de Guillemain en ce qui concerne leurs spiritualités respectives. En effet, alors que Guillemain s'est toujours ouvertement revendiqué catholique - il est d'ailleurs resté pratiquant toute sa vie -, Jaurès est resté d'une grande discrétion sur ce sujet qu'il aborde de façon très personnelle et sur un plan philosophique, dès la fin de son adolescence et par la suite, il ne s'est affirmé ni catholique - la religion de ses parents et de sa jeunesse -, ni même chrétien.

Jaurès est une figure tutélaire du socialisme français, européen voire mondial, connu pour ses combats pour la justice sociale, les retraites ouvrières, l'École publique, la séparation de l'Église et de l'État, la défense du capitaine Dreyfus et le pacifisme antérieur à la première guerre mondiale ; il a mené ses combats très souvent en opposition ouverte avec l'Église catholique, en compagnie d'athées et d'anticléricaux affirmés, avec lesquels il a souvent été assimilé.

En fait, c'est Guillemain qui, le premier ou parmi les premiers, a mis en évidence la spiritualité assez intense de Jaurès, qui expliquerait une grande partie de ses engagements politiques autant que son comportement privé. Cette spiritualité, Jaurès l'a exprimé de façon assez détaillée dans un texte, *Le socialisme et la question religieuse*, écrit très tôt dans sa vie (en 1891, il avait 32 ans) en même temps qu'il rédigeait sa thèse de doctorat en philosophie (*La réalité du monde sensible*, thème sans doute choisi en réaction envers les doctrines idéalistes en vogue à son époque). Ce texte n'a pas été publié de son vivant mais seulement en 1959, grâce aux bons soins de Michel Launay, normalien, spécialiste de Rousseau (et de l'Algérie), qui finira sa carrière comme professeur à l'École normale supérieure¹ (ENS). Je pense que cette publication a pu avoir une influence sur la décision de Guillemain d'aborder ce sujet² ; de même que la proximité de Guillemain avec Madeleine Rebérioux, historienne « dix-neuviémiste », spécialiste de Jaurès, fondatrice et présidente jusqu'à sa mort, en 2005, de la Société d'études jaurésiennes. Guillemain, quant à lui, explique son inspiration de départ sur ce sujet par une phrase qui figure dans un des grands livres de réflexion politique de Jaurès, *L'Armée nouvelle*, paru quatre ans avant sa disparition³ :

« Après tout, écrit Jaurès, j'ai sur le monde, si cruellement ambigu,
une arrière-pensée sans laquelle la vie de l'esprit
me semblerait à peine tolérable à la race humaine ».

En ce qui me concerne, économiste de formation et de profession, militant socialiste de tendance jaurésienne depuis bientôt quarante ans, né dans la foi catholique assez tôt abandonnée (je me qualifierais volontiers d'incroyant de culture catholique), je dois avouer que je suis passé à côté de cet aspect de Jaurès jusqu'à une période assez récente. Jusqu'à la découverte de cet essai sur « Le socialisme et la question religieuse », dans un ensemble de textes de Jaurès, présentés par l'historien - spécialiste de Jaurès - Jean Pierre Rioux et publiés, en 2006, sous le titre *Rallumer tous les soleils*⁴.

1 Né en 1933, Michel Launay est mort en 2012.

2 Le livre qui nous réunit aujourd'hui a été publié en 1966, aux Éditions Gallimard.

3 *L'armée nouvelle*, Éditions Rouf, 1910 ; multiples rééditions depuis.

4 *Rallumer tous les soleils*, Éditions Omnibus, 2006.

Jaurès et Guillemin, des contemporains

Jean Jaurès est né en 1859 et meurt assassiné le 31 juillet 1914, à l'âge de 55 ans ; Henri Guillemin, né en 1903, avait alors 11 ans. Il y a donc, entre nos deux sujets, une continuité d'époque et une certaine continuité idéologique de l'Église catholique, qui est importante pour la compréhension de la suite. Il est clair qu'on ne peut pas comprendre les pensées et arrières-pensées de l'un et de l'autre si l'on n'aborde pas, ne serait-ce que de façon succincte, l'histoire de l'Église catholique pendant la période concernée, ce qui servira d'arrière-plan à notre propos. Vont donc apparaître trois personnages principaux – Jean Jaurès, Henri Guillemin et l'Église catholique – ainsi qu'un invité permanent, plus difficile à cerner, mais objet du débat : Dieu. Commençons donc par fixer le décor – marqué, dans cette époque, par l'omniprésence du cléricalisme – pour continuer avec « l'arrière-pensée de Jaurès » et, enfin, conclure avec la pensée de Guillemin sur ce même sujet : Dieu et leurs spiritualités respectives, telles qu'elles apparaissent dans leurs écrits.

Une église catholique profondément réactionnaire

Élu en 1846, le nouveau pape se nomme Pie IX ; mort en 1878, il présente la particularité d'avoir occupé le trône de saint Pierre pendant le plus long règne de l'histoire, après saint Pierre, soit 32 ans, plus que Jean Paul II – qui aura l'idée saugrenue, heureusement sans suite, de vouloir le canoniser. Il marqua durablement l'Église catholique du sceau de la réaction, tant doctrinale que politique.

Jusqu'en 1860, le pape est un chef d'État important, disposant d'un pouvoir temporel sur les États pontificaux, qui couvrent une grande partie de l'Italie centrale. Élu pour ses opinions à priori libérales, à la suite du très autoritaire Grégoire XVI, Pie IX fut très vite aux prises avec le mouvement du *Risorgimento* pour l'unité italienne et perdit ses pouvoirs temporels sur les États Pontificaux dès 1861, à l'exception de la ville de Rome. Cela contribua sans doute à son évolution assez rapide vers des positions de plus en plus conservatrices et même réactionnaires, largement influencées par une partie du haut clergé et des congrégations, en particulier les Jésuites. Ce sont eux qui le poussèrent à publier, en 1864, un texte délirant, le *Syllabus*, écrit à l'origine par un prélat français et intitulé : *Recueil renfermant les principales erreurs de notre temps qui sont signalées dans les allocutions consistoriales, encycliques et autres lettres apostoliques de Notre Très Saint-Père le pape Pie IX*.

On ne s'arrêtera pas trop sur ce texte, qui sera quand même diffusé dans toute l'Église catholique et, en France, servira pendant quelques décennies de ligne de conduite à de nombreux évêques et notables ecclésiastiques. Pour seul exemple, voici la dernière « erreur » dénoncée dans le *Syllabus* : « Le Pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ». Dans la foulée, ce pape convoqua un concile, en 1869, Vatican I, au cours duquel furent adoptées plusieurs décisions très controversées, comme ériger en dogme l'infaillibilité papale et l'immaculée conception, promouvoir le culte du Sacré Cœur, etc. Plusieurs prélats français – Dupanloup, évêque d'Orléans, et surtout l'archevêque de Paris, Darboy, gallican proche de Napoléon III et qui sera fusillé par la Commune – quittèrent le concile avant le vote pour ne pas avoir à entériner des décisions qui ne pouvaient avoir comme conséquence que l'éloigner encore plus l'Église de la réalité politique et sociale de l'époque.

En France, la Deuxième République finissante, après l'élection en tant que président de la République de Louis Napoléon Bonaparte, en 1850, avait, dans chaque département, confié le contrôle spirituel de l'Instruction publique à l'évêque, dans le cadre de la Loi Falloux, loi qui sera, du reste, l'objet de multiples critiques de la part d'Henri Guillemin (entre autres !). Le Second Empire continua dans ce sens, renforça le rôle de l'Église pour l'éducation morale des populations

avec deux mots d'ordre : enseigner la soumission et la résignation dans l'attente d'un monde meilleur, au-delà. Après la chute de l'Empire, en 1870, et après la Commune de Paris, violemment anticléricale, ce cléricalisme triomphant, bras dessus bras dessous avec les milieux bourgeois et aristocratiques les plus réactionnaires, apporta au début de la Troisième République un soutien sans faille aux milieux légitimistes qui souhaitaient en finir rapidement avec la république, restaurer la royauté et placer sur le trône de France le comte de Chambord.

C'est, en 1878 (Jaurès avait alors 19 ans et entrait à Normal Sup'), le successeur de Pie IX, Léon XIII fin politique et pressentant que l'Église prenait de très gros risques à ne s'allier qu'avec les milieux légitimistes et réactionnaires, déclara que celle-ci pouvait très bien s'accommoder de la République. Cette idée fut relayée en France, entre autres, par la grande figure du cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger et Primat d'Afrique, dont l'influence sur les milieux militaires était très importante. Cependant la majeure partie de l'Église de France, surtout le haut clergé et la plupart des congrégations (Jésuites et Assomptionnistes surtout) fut à la pointe de tous les combats contre la République et contre l'École publique ; elle fut violemment antidreyfusarde, opposée à la séparation de l'Église et de l'État et, bien sûr, alliée véhémement de la droite légitimiste et réactionnaire, avec une virulence que l'on a du mal à imaginer aujourd'hui.

Ce comportement explique, en partie, la réaction anticléricale qui se développa dans la seconde moitié du 19^e siècle et se poursuivit pendant une grande partie du 20^e, malgré la publication, en 1891, de l'encyclique de Léon XIII « *De Rerum novarum* ». Celle-ci aborda la question sociale en attaquant de front les « ploutocrates », dans les mains desquels s'accumulent les richesses au détriment de la plus grande partie de la population qui reste dans la misère. Elle encouragea les quelques voix catholiques ouvertes à la question sociale et sensibles à la grande misère économique et morale dans laquelle vivait une grande partie des classes populaires : Frédéric Ozanam – qui serait l'un des inspirateurs de cette encyclique –, Albert de Mun, ancien légitimiste, tenté un temps par le boulangisme, grand orateur parlementaire (souvent interlocuteur de Jaurès) et, par la suite, Marc Sangnier, fondateur du *Sillon*, dont Henri Guillemin fut pendant deux ans le secrétaire parlementaire, dans les années 1920.

Il s'en faudra de beaucoup, cependant, pour que l'ensemble du clergé et les notables aristocratiques et bourgeois de l'Église de France acceptent cette évolution et les décennies suivantes donnent lieu à des débats furieux à l'intérieur même de l'Église, entretenus entre autres par le successeur de Léon XIII, Pie X, en 1903, qui revient aux vieux démons de Pie IX. Les congrégations – Jésuites et Assomptionnistes en tête – restèrent encore longtemps légitimistes (soutenues en cela par l'Action française de Charles Maurras), antisémites lors de l'affaire Dreyfus et, pour tout dire, profondément réactionnaires sur le plan politique et social – parfois jusqu'à la seconde guerre mondiale –, ce qui ne manqua pas d'exercer, en réaction, une forte influence, autant chez Jaurès que chez Guillemin, mais de façon toutefois assez différente.

Le décor est planté, abordons Jaurès.

Jean Jaurès, son parcours

Il est né à Castres (Tarn) en 1859, dans une famille de la moyenne bourgeoisie rurale, très désargentée, son père ayant exercé, sans grande réussite, plusieurs métiers ; ses parents exploitaient, à la sortie de la ville, une très petite propriété agricole, y ajoutant une activité de colporteur. Le père de Jaurès était probablement celui qui avait le moins bien réussi, autant dans sa famille que dans sa belle-famille. En effet, un cousin du père de Jaurès était devenu évêque, deux autres cousins Charles et Benjamin Jaurès, firent de brillantes carrières dans la marine et tous les deux finirent au grade d'amiral⁵ ; le second fut aussi député puis sénateur, ambassadeur et enfin ministre de la Marine

5 Louis, frère cadet de Jean Jaurès, suivra un chemin similaire, sera reçu à L'École navale et finira sa carrière comme amiral, lui aussi, au début du 20^e siècle.

dans un gouvernement de défense républicaine, anti-boulangiste, en 1889. Sa mère était issue d'une famille de fabricants de draps, notables locaux, propriétaires de la Fédial, ferme dont l'exploitation constituera leur principale et modeste source de revenu.

Ses études. Jaurès, élève brillant, obtint une bourse afin de poursuivre sa scolarité au Lycée d'Albi puis, son bac en poche et lauréat du concours général, en khâgne, à Paris, où il est reçu premier à l'ENS, en 1878, devant Henri Bergson. Celui-ci pris sa revanche, trois ans plus tard, en étant second à l'agrégation de philosophie, devant Jaurès (troisième) et après un autre brillant sujet qui eut seulement le malheur de mourir juste après. Son agrégation passée, voilà Jaurès nommé jeune professeur de philosophie au Lycée d'Albi, chargé de cours à l'Université de Toulouse (sujet de son cours : « Dieu », d'après Henri Guillemin) ; notons aussi – ce qui illustre, déjà, le caractère de Jaurès – que le thème de son discours inaugural comme benjamin du corps enseignant, fut « De la bienveillance dans le jugement ». Il s'engage alors dans la préparation de sa thèse de philosophie ; en parallèle, il est, à la *Dépêche de Toulouse*, un journaliste chroniqueur de plus en plus apprécié... Mais voilà que Jaurès est sollicité pour se présenter dans, le Tarn, aux élections législatives de 1885, sur une liste opportuniste de défense républicaine ; élu, il devient à 26 ans le plus jeune député de France.

Le député opportuniste. Nous sommes, comme le souligne Guillemin, dans une période où la République est encore incertaine et la restauration légitimiste possible. Jaurès siège avec les Républicains opportunistes : sous cette expression quelque peu péjorative, se rassemblent, à la suite de Gambetta, de Ferry et de quelques autres, les députés républicains de gauche qui acceptent de collaborer avec les Républicains conservateurs, afin de combattre les légitimistes, orléanistes et bonapartistes, pour renforcer la République et éviter une restauration royaliste. Jaurès y côtoie alors les grands parlementaires de l'époque : Jules Ferry, Clemenceau, Freycinet, Waldeck-Rousseau, Rouvier... Il observe, à gauche, les socialistes, dont beaucoup sont issus des durs combats de la Commune et influencés par les doctrines de divers courants socialistes, anarchistes ou marxistes, qu'il trouve souvent trop violents et de verbe excessif, quand bien même les causes qu'ils défendent lui paraissent valables et proches des préoccupations des milieux ouvriers qu'il rencontre à Castres, à Carmaux et à Albi. Il observe aussi, à droite, les bonapartistes et monarchistes de toutes obédiences, dont les idées politiques souvent réactionnaires instrumentalisent un catholicisme ultra clérical qui ne l'est pas pas moins. Se développe alors le Boulangisme, qui recrute un peu dans tous les camps pour les aventures de nature putschiste sans lendemain, qui se terminera après la fin du premier mandat de Jaurès ; il n'est pas réélu en 1889. Pendant cette période, il intervient assez peu, mais sur des sujets qui lui tiennent à cœur, comme l'école ou la condition ouvrière, et surtout sur les projets de retraites ouvrières, inexistantes à l'époque ; il se fait cependant très vite remarquer par son talent oratoire qui fera de lui, sans doute, le plus grand orateur parlementaire de son époque.

Le cheminement vers le socialisme. Battu, donc, en 1889, il retourne à Toulouse où il s'installe avec sa jeune famille, dans le but de finir et de soutenir sa thèse⁶, tout en enseignant la philosophie comme chargé de cours à la faculté des lettres et en devenant aussi adjoint au maire chargé de l'Instruction publique. C'est une période d'intense activité intellectuelle⁷ à laquelle Jaurès participe en se forgeant, un corpus de doctrine qu'il développera tout au long de sa carrière, sans arrogance ni pédanterie. Il suit attentivement les débats autour du positivisme, de l'idéalisme, du scientisme, du naturalisme, du rationalisme, tous courants de pensée philosophique plus ou moins issus des Lumières et de réactions à l'encontre de l'obscurantisme entretenu par le cléricisme catholique (souvenons-nous du *Syllabus*). Lucien Herr, bibliothécaire de l'École normale de la rue

6 La thèse principale – qui lui permettra d'accéder, un jour, à un poste de l'enseignement supérieur – s'intitule *La réalité du monde sensible* et, rédigée en latin, sa thèse secondaire (que l'on appelait la « petite thèse ») s'intéresse aux origines du socialisme allemand et s'intitule *De primis socialismi germanici lineamentis apud Lutherum, Kant, Fichte et Hegel*.

7 C'est aussi une période très active de découvertes scientifiques et ce dans de très nombreux domaines, avec Pasteur, Berthelot, Claude Bernard, Darwin et Lamarck.

d'Ulm, socialiste proche de Jean Allemane, lui fait découvrir les doctrines socialistes auxquelles Jaurès s'intéresse de plus en plus. Doctrines au pluriel, car divers courants antagonistes traversent le mouvement socialiste, à cette époque, et leur unification dans les vingt années suivantes sera l'une des grandes réussites politiques de Jaurès avec, en 1905, la création de la Section française de l'Internationale socialiste (SFIO).

La pensée métaphysique de Jaurès

C'est aussi à cette époque, en travaillant à ses thèses, que Jaurès précise sa pensée métaphysique, dans le texte déjà mentionné qui ne sera publié qu'en 1959. *Le socialisme et la question religieuse*, en partie dérivé de sa thèse principale. Là, Jaurès attaque frontalement le dogme catholique, qu'il distingue nettement de l'enseignement du Christ, tel qu'il paraît dans les Évangiles. Il réfute aussi le matérialisme athée – autant le positivisme que la philosophie marxiste –, deux courants de pensée très influents à cette époque. Précisons un peu ces différents points.

Le christianisme se meurt philosophiquement

« Qu'est ce qui permet d'affirmer que Jésus est Dieu ou partie de Dieu ? Il est absurde qu'un individu particulier, concret, soumis à la loi du temps et de l'espace, soit l'absolu. Si l'on entend simplement que Dieu est en lui, que sa conscience participe à l'absolu, Jésus est Dieu, mais comme le sont toutes les consciences et tous les êtres, comme l'est l'Univers lui-même, en qui Dieu respire et agit. Si l'on entend, avec le dogme catholique, qu'il ne participe pas seulement à Dieu, qu'il est Dieu lui-même, on confond un fragment de l'espace, de la durée et de la conscience universelle avec l'absolu, qui est supérieur à l'espace, à la durée et à la conscience particulière »⁸.

Et Jaurès de conclure, sur ce sujet, que la philosophie admet que tous les êtres finis peuvent aspirer à l'infini et à l'absolu, mais qu'elle n'admet pas qu'un seul être ait pu accaparer l'infini et monopoliser l'absolu.

Le christianisme se meurt scientifiquement

« Le christianisme se heurte à la conception de la Nature. L'étude de l'univers et des sociétés humaines démontre tous les jours avec plus de force qu'il y a, dans les êtres et les choses, continuité de développement. Tout phénomène est rattaché à un autre phénomène, dont il est en quelque sorte une forme nouvelle (...). Si donc la conscience humaine, après avoir reconnu l'existence de Dieu, réconcilie la Nature et Dieu, il faut que la Nature, soit, sinon l'expression complète, au moins un aspect et une révélation partielle de Dieu. »

Apparaît ici la question de l'évolution, du Darwinisme auquel le rationaliste Jaurès adhère, alors qu'il est violemment contesté par l'Église catholique, qui encore en ce début du 21^e siècle, évite d'aborder frontalement le sujet.

Le christianisme se meurt politiquement

« Enfin, le christianisme est combattu : il est comme nié, dans l'ordre politique, par l'esprit de liberté. Du moment qu'un individu particulier, qui a habité à un moment précis de la durée une

8 Toutes ces citations de Jean Jaurès sont tirées du chapitre « La question religieuse et le socialisme », figurant dans l'ouvrage *Rallumer tous les soleils*, op. Cit.

région particulière de notre planète est Dieu lui-même, Dieu est passé à l'état de fait brutal,

c'est-à-dire une puissance dominatrice et tyrannique. De tout temps, l'Église a demandé au pouvoir temporel d'incliner par la force les peuples à sa doctrine. Dès lors, le despotisme théologique commentait le despotisme politique ».

Et Jaurès de constater :

« L'Église ne peut être durablement favorable à l'affranchissement des travailleurs, car ce serait mener à leur affranchissement religieux et ruiner le catholicisme, l'Église se rejettera donc forcément, un jour ou l'autre, vers la réaction politique et sociale ».

Enfin, pour conclure sur ce sujet :

« Ceux qui opposent constamment le Christ à l'Église, ceux qui parlent encore, avec une emphase naïve, d'un Christ républicain sont, au moins à mon sens, des esprits étrangement superficiels (...). Toute la question est de savoir si le Christ lui-même s'est cru Dieu et a déclaré qu'il était Dieu, au sens où l'entend l'Église ; il ne sera possible de concilier, avec la liberté des démocraties républicaines, le Christ, sa personne, son enseignement, son œuvre et sa vie que s'il est démontré qu'il n'a pas entendu sa mission au sens absolu et théologique que l'Église a prétendu. Mais une pareille démonstration serait déjà la ruine du christianisme traditionnel, ce qui revient à dire que celui-ci ne pourra se concilier avec les démocraties libres que par une de ces transformations radicales qui sont l'équivalent moral d'une destruction ».

Ni positiviste, ni matérialiste

Dans le même texte, après le christianisme, Jaurès écarte le positivisme. Le terme positivisme désigne un ensemble de courants qui considèrent que seules l'analyse et la connaissance des faits, vérifiés par l'expérience, peuvent expliquer les phénomènes du monde sensible ; la certitude en est fournie, exclusivement, par l'expérience scientifique. Très en vogue chez les anticléricaux à partir de la seconde moitié du 19^e siècle, le positivisme avait, surtout au départ, été théorisé par Auguste Comte (1798-1857) ; Jules Ferry, par exemple, en fut fortement influencé.

« Ce n'est pas le positivisme qui donnera satisfaction au besoin de religieux : il a retenu du catholicisme ce qu'il avait de plus mauvais, l'idée d'une hiérarchie intellectuelle soumettant la plupart des hommes aux conceptions de quelques hommes supérieurs. Et il a répudié ce qu'il y avait de meilleur dans le christianisme, ce qu'il y a de plus profond dans l'âme humaine, le sentiment de l'infini.

« Le positivisme étant, avec le christianisme, la seule doctrine organisée qui ait eu quelque prise sur les esprits, nous avons le droit de répéter que, dans la société actuelle, où le christianisme n'est plus qu'une apparence, dans la société actuelle où le positivisme n'est qu'un bavardage de pédanterie bourgeoise, il n'y a plus de religion.

« Et pourtant, les éléments religieux abondent dans la pensée et l'histoire humaine ».

Vers un socialisme transcendantal

Jean Jaurès n'est pas né socialiste, mais sûrement républicain. Rappelons que, élu député du Tarn en 1884, il s'est inscrit d'abord chez les républicains et que ce fut pendant sa seconde période toulousaine (1889-1894) qu'il découvrit et approfondit sa connaissance des différents courants socialistes, dont Karl Marx. De celui-ci, il rejette le concept central de sa philosophie, le matérialisme historique (Jaurès n'est décidément pas matérialiste) mais apprécie son analyse critique du capitalisme et les concepts de lutte des classes et « d'évolution révolutionnaire ».

Cependant, Jaurès s'abstiendra de participer aux féroces luttes de chapelles doctrinales, qui traversent le mouvement socialiste, ce qui ne l'empêchera pas d'intervenir, dans tous les congrès nationaux ou européens, pour affirmer la nécessité de l'unité des socialistes et d'une identité visible entre véritable idéal républicain et aspirations à un socialisme démocratique.

Jaurès est devenu socialiste parce qu'il était profondément républicain et aspirait à la promotion sociale, intellectuelle et même spirituelle de l'ensemble des citoyens : l'éducation, la répartition des richesses, le pacifisme, la persuasion plutôt que l'affrontement. Voici la spiritualité de Jaurès : Dieu se trouve dans la Nature et dans l'Humanité, dans l'engagement tel que décrit ci-dessus et pas dans une incarnation récupérée par une Église ou une autre, qui s'en sert pour asservir et exploiter ou se mettre au service des exploiters.

Un parlementaire très engagé, un personnage débonnaire

Nous ne pouvons évidemment pas développer ici toute l'action politique menée par Jaurès en 30 ans de carrière politique et parlementaire. Il fut réélu avec l'étiquette socialiste, en 1892, à l'occasion d'une partielle et restera député de Carmaux (Tarn) jusqu'à sa mort, avec l'interruption d'une législature à la charnière du 20^e siècle.

Au cours de sa carrière parlementaire, il a agi contre la peine de mort, contre le colonialisme, pour l'École publique et laïque, pour la séparation de l'Église et de l'État, pour la réhabilitation du capitaine Dreyfus et pour l'union des socialistes. De plus, journaliste, il fut le fondateur du journal *l'Humanité*, qui deviendra l'organe de la SFIO et qu'il dirigera jusqu'à sa disparition. Toute son œuvre est dirigée vers la libération et la promotion de l'homme, de tous les hommes, la démocratie républicaine qui ne peut être menée selon lui, que dans l'avènement du socialisme, un socialisme plus proche de ce que nous pourrions appeler aujourd'hui la social-démocratie, une liberté d'entreprendre assortie d'une liberté politique démocratique.

Mais, parallèlement, Jean Jaurès reviendra, à plusieurs reprises, sur l'engagement spirituel exprimé au début de sa carrière, sans jamais le désavouer, plutôt même en le renouvelant. Cependant, au contraire de Guillemin plus tard, jamais il ne s'affirmera chrétien et encore moins catholique. Il se défendra du reste assez mal lorsque ses adversaires au sein du parti socialiste lui reprocheront la première communion de sa fille, le taxant d'hypocrite et de clérical déguisé. A cette attaque subalterne, il répondra, peut-être un peu lâchement, que sa femme et surtout sa mère, étaient demeurées dans la foi et qu'il n'avait aucune raison de leur imposer son indifférence. En fait, cela illustre le caractère éternellement ouvert et bienveillant de l'homme Jaurès, « débonnaire », comme le soulignait Maurice Barrès, adversaire en politique mais lié à lui par une estime réciproque⁹. Ce trait de caractère ne cache pas de la faiblesse mais une grande énergie au service des causes qu'il embrasse. Jaurès est toujours allé au combat, souvent en tête, mais ne cognant jamais au-dessous de la ceinture, à une époque où même à l'assemblée nationale, les injures et la diffamation étaient monnaie courante.

Face aux tombereaux d'injures qui lui ont été déversés tout au long de sa carrière, aux multiples diffamations, aux petitesse de ses propres amis politiques, Jaurès a toujours conservé la plus grande courtoisie, toujours respecté ses adversaires, et toujours cherché à élever le débat. Enfin, sa vie privée était d'une grande discrétion, sans aucun doute assez terne, à une époque où tout parlementaire d'importance menait une vie mondaine et entretenait des danseuses. Car Jaurès était d'abord un intellectuel, orateur exceptionnel, journaliste, historien engagé, parlementaire, dirigeant politique partisan, plus homme de contre-pouvoir qu'homme de pouvoir. Il aurait aisément pu, comme nombre de ses camarades de combats, entrer dans des ministères, voir même

9 Barrès, le nationaliste-antisémite, sera l'un des premiers à venir s'incliner sur la dépouille de Jaurès, quelques heures après son assassinat.

présider un gouvernement. Il n'a que brièvement été vice-président de l'Assemblée nationale. La « carrière » politique ne l'intéressait pas, au contraire de ses amis politiques Briand et Millerand.

L'arrière-pensée de Jaurès

Henri Guillemin ne s'est pas arrêté à la mise en avant de la pensée religieuse de Jaurès ; il explique aussi en quoi elle est consubstantielle de son action, sa recherche de l'infini, de l'absolu vers quoi doit tendre, selon lui, le socialisme. Un socialisme humaniste, je dirai presque « social-démocrate », si ce terme n'avait pas été si souvent utilisé et récupéré à tort et à travers ; mais, aussi, un socialisme de forte conviction « Même si les socialistes éteignent un moment toutes les étoiles du ciel, je veux marcher avec eux dans le chemin sombre qui mène à la justice », a écrit Jaurès dans *L'Armée nouvelle*, en 1910.

« Outre la force de ces formules, écrit Jean-Pierre Rioux, on a la preuve qu'à l'aube de son entrée définitive dans l'action politique et le combat socialiste, le centre de sa pensée reste métaphysique et optimiste, qu'il ne se rallie pas au positivisme et, pour tout dire, qu'il croit et croira jusqu'au bout en un Dieu, entendu au sens le plus large et sans Incarnation, qui est bien plus que le dieu des philosophes et des savants.

« Il y a chez Jaurès un substrat religieux, tardivement découvert et signalé, pas toujours apprécié à sa juste mesure, mais, comme l'a dit aussitôt Henri Guillemin, a fait vivre en lui une « arrière-pensée » vivace, quasiment jubilatoire dont il faut désormais tenir compte si l'on veut mieux connaître et comprendre l'homme, sa pensée, son action et son audience.

« Dans cette profession de foi on découvre aussi le mode de raisonnement jaurésien dans toute sa générosité : ne jamais nier ou dénier, même dans les affrontements les plus durs, élargir au contraire, approfondir, prendre de la hauteur, « créer la raison, la douceur, l'amour ».

Car, pense-t-il de toutes ses forces, « qui sait si Dieu n'est pas au fond de ces choses ? »¹⁰.

Guillemin, le catholique irrégulier

N'avez-vous pas remarqué certaines similitudes entre les deux hommes ? Des origines plutôt modestes, de brillantes études (normaliens, agrégés) ; deux carrières de professeurs interrompues ; ce sont des historiens engagés et donc contestés, de brillants orateurs, etc. Guillemin qualifia Jaurès « d'irrégulier ». Cela pourrait sans doute aussi lui convenir. Cependant, contrairement à Jaurès, Guillemin a toujours affirmé sa foi catholique et il resta pratiquant jusqu'à la fin de ses jours, quand bien même il exprime un profond anticléricalisme, assez paradoxal.

La pensée religieuse de Guillemin – et non son arrière-pensée – se synthétise dans un ouvrage assez tardif, publié en 1982, *L'Affaire Jésus*. Ce livre commence par une présentation assez succincte et commentée de la vie de Jésus de Nazareth en grande partie issue des quatre évangiles reconnus par l'Église (Matthieu, Marc, Luc et Jean) ; puis Guillemin y énonce trois « obstacles » qu'il voit au christianisme contemporain.

Le cléricalisme confortable

Les « vicaires » du Christ, comptant sur le bras de César pour faire respecter la parole de Dieu, « après les évêques martyrs, les évêques de cour », l'enseignement religieux qui devient celui de la résignation et de la soumission aux puissants, l'hypocrisie acceptée par l'Église de ces athées

10 In « Introduction » de Jean-Pierre Rioux au chapitre « La question religieuse et le socialisme, dans *Rallumer tous les soleils*, op. Cit.

de nuance catholique, type Adolphe Tiers ou Alfred de Vigny, plus tard Maurras, les alliances avec Franco, un cardinal américain (sans doute M^{gr} Spellmann) qualifiant de « soldats du Christ » les GI exterminateurs au Vietnam... « Vous dites Jésus-Christ et qui vous écoute entend Tartuffe ». Bref, la charge est sévère... Et l'on retrouve là une partie de la critique de Jaurès, sur le christianisme qui « se meurt politiquement ».

L'idéologie surajoutée

« On admire la loquacité des théologiens sur L'Être qu'eux-mêmes déclarent incernable, inexplicable, inconnaissable, échappant de soi à nos catégories, ironise-t-il. Sur cet indicible, ils n'en sont pas moins volubiles à ravir, faisant naître inévitablement en nous, qui assistons à leurs exercices, le soupçon de vacuité et de forfanterie (...). Je dois avouer que de très illustres agencements théologiques me paraissent d'une frivolité accablante »¹¹.

De saint Paul à saint Thomas d'Aquin, en passant par saint Augustin et les théologiens de moindre audience, tout le monde y passe. Par anticipation, il fait du petit bois du Catéchisme de l'Église catholique, même après sa refonte par Jean Paul II (à rapprocher de Jaurès et la critique philosophique).

L'inclusion de merveilleux

Ces soi-disant miracles : résurrection, apparitions et miracles, nécessaires pour le canonat, seul obstacle que Guillemin reprend partiellement à son compte, en particulier ceux attribués au Christ et sa résurrection, même si les rationalistes ont quelque difficulté à y croire. En fait, Henri Guillemin botte en touche.

Dans la dernière partie de ce livre, un chapitre, « et moi je vous dit », Guillemin va rechercher le soutien de nombreux auteurs, comme Hugo ou Lamartine, de philosophes, comme Sartre, de scientifiques, comme Jacques Monod, beaucoup d'athées ou d'indifférents, en recherchant là encore leur arrière-pensée, mettant en avant le côté transcendantal, leur mystique tournée vers la recherche de l'infini, là où Jaurès pouvait entrevoir Dieu. La démonstration, si elle est érudite, ne me paraît pas vraiment convaincante. Mais je ne suis pas moi-même convaincu...

En conclusion de l'ouvrage - testament spirituel -, Henri Guillemin dit se sentir proche de ce croyant obstiné mais accablé, qui publia dans *Le Monde*, en 1976, les lignes que voici :

« Les temps sont révolus. Notre Occident n'essaie même plus de donner le change et de se faire passer pour chrétien. Alors les chrétiens, redevenus minoritaires, redevenus des étrangers dans la cité, ont repris leur marche incertaine comme au temps de la bande à Jésus, portant le feu de la charité au pays des morts ».

On est bien loin d'un catholicisme de certitude !

*
* *

En conclusion de cet article, je me permettrait une remarque toute personnelle. L'arrière-pensée de Jean Jaurès tendrait vers la spiritualité, la pensée d'Henri Guillemin tend vers un certain mysticisme.

Voilà, je crois, de quoi alimenter nos réflexions.

11 *L'Affaire Jésus*, Éditions du Seuil, 1982, p. 74.

Henri Guillemin, profession : écrivain

par Jo MARTYNCIOW
Membre de l'association

Mon propos n'est pas de montrer ni, à plus forte raison, de démontrer qu'Henri Guillemin est un écrivain, un écrivain authentique : même si je sais bien que quelques-uns en doutent encore, je considère que cette qualité lui est aujourd'hui largement acquise et, pour le dire d'emblée, indiscutable.

Ce que je voudrais plutôt c'est, d'une part, essayer de cerner quelques-unes des facettes qui le constituent comme écrivain – ce qui fait qu'il a été (et reste) l'objet de lectures extrêmement contradictoires – et, d'autre part, tenter d'apercevoir, au-delà de cette diversité, une cohérence, une unité, que je crois réelles.

Guillemin écrivain : « Un homme parmi les hommes »

Pour parler de l'écrivain que fut Guillemin, j'ai choisi neuf titres, qui nous donnent une assez bonne idée -je crois – de l'éclectisme qui le caractérise ; il fut, en effet et selon les moments, critique littéraire, analyste politique, historien, conférencier, pamphlétaire, conteur et biographe. Il se savait, selon les cas, détesté ou vénéré ; surtout, il avait une conscience aiguë et de l'écrivain et de l'homme qu'il était.

- *M. de Vigny, homme d'ordre et poète*, Gallimard, 1955.

Par ce titre, entendons : poète (romantique!) et néanmoins homme d'ordre ! Si ce titre est le premier que je tiens à citer, c'est d'abord parce que tout Guillemin est là, dans cette façon - provocante ! - qu'il a de mettre en lumière une contradiction entre deux états chez un même individu. Imaginons le même titre, mais en des termes inversés : Vigny, poète et homme d'ordre. A l'évidence, ce ne serait plus tout à fait du Guillemin ! Deuxième raison : ma première rencontre (livresque) de Guillemin a été de détestation. Oui, j'ai d'abord détesté Guillemin et cela, à cause précisément de son livre sur Vigny. C'était dans les années 55 du siècle dernier ; j'étais étudiant en khâgne et, comme la plupart de mes camarades de Louis-le-Grand – on est bien sérieux quand on a 18 ans ! -, j'admirais Vigny, en qui je ne distinguais pas entre l'homme et le poète. Qu'on se rappelle la fin (la morale!) de « La Mort du loup » :

« Prier, pleurer, gémir est également lâche.
Fais énergiquement ta longue et lourde tâche
Dans la voie où le sort a voulu t'appeler,
Puis, après, comme moi, souffre et meurs sans parler ».

Il nous arrivait de descendre le boulevard Saint-Michel derrière une ribambelle de pancartes et de banderoles. Mais cela ne nous empêchait pas de penser : souffrir et mourir sans parler, c'est-à-dire sans pleurnicher, sans récriminer, sans larmoyer comme un vulgaire Lamartine, quelle beauté,

quelle noblesse ! Vive l'*amor fati* ! Et puis, « La Maison du berger », quel bel hymne à Éva !

« La nature t'attend dans un silence austère ;
L'herbe élève à tes pieds son nuage des soirs,
Et le soupir d'adieu du soleil à la terre
Balance les beaux lys comme des encensoirs ».

La musique du vers, les images, la hauteur de la pensée, rien ne manque ici. Et, sans une poésie comme celle-là, difficile d'imaginer Baudelaire lui-même. Certes, nous connaissions quelques-unes des lézardes de sa philosophie : « La Femme, enfant malade et douze fois impur », ça passait mal ! Mais nous voulions ne voir que les grandeurs, et elles étaient si nombreuses ! Et voilà qu'un dénommé Guillemain renversait notre idole. Un sacrilège ! C'était impardonnable et, pendant des années, nous ne lui avons pas pardonné. Je dis bien : « nous ». Car, s'il ne s'agissait-là que de mon expérience à moi, la relater ne présenterait guère d'intérêt. Mais c'est l'expérience de toute une génération d'étudiants, et qui deviendront, pour beaucoup d'entre eux, des professeurs de littérature française.

Il y a fort à parier que toute une partie des réticences (le mot est faible!) dont Guillemain fut longtemps victime, vient de là.

- *Lamartine, l'homme et l'œuvre*, Boivin, 1940 (collection Connaissance des Lettres) ; réédité par Utovie.

Collection encore en vogue dans les années 1950-60 (plus pour très longtemps) chez les étudiants et fondée théoriquement sur l'idée que la connaissance de l'homme est le moyen de (mieux) comprendre l'œuvre ; toute une conception de l'histoire littéraire et de la critique littéraire est là, aujourd'hui contestée même si elle reste utile. Henri Guillemain, ici très orthodoxe pour ne pas dire très sage, n'est pas encore Guillemain, il s'en faut de beaucoup ! Il est professeur à la faculté des Lettres de Bordeaux, auteur d'une grosse thèse sur le *Jocelyn* de Lamartine. Une thèse universitaire à l'époque (à l'époque seulement?), c'est dix ans de travail, des journées entières dans la poussière des bibliothèques, des nuits d'insomnie, une soutenance pire qu'un pensum devant un jury de grincheux unanimes cependant pour vous féliciter et tout cela, sauf cas rarissime, pour une diffusion captive et, partant, ultra confidentielle. C'est bien connu, la thèse ne nourrit pas son homme (ni sa famille, le cas échéant). Il faut donc la rentabiliser. C'est ce que fait Henri Guillemain en 1940 : il publie chez Boivin, dans une collection dirigée par Daniel Mornet (son patron de thèse) – Boivin, dont Mornet est l'un des piliers. Henri Guillemain, l'insoumis, s'en souviendra !

- *L'homme des « Mémoires d'outre-tombe »*, Gallimard, 1964 ; réédité par Utovie.

Ce titre est une confirmation: ce qui, chez un écrivain, intéresse Guillemain, c'est d'abord l'homme. Chateaubriand ne souffre pas la médiocrité ; la biographie de Guillemain est donc digne d'un romancier : voir le dernier paragraphe, qui est un clin d'œil à Flaubert et, non dénuée d'élégance, l'expression d'une gratitude.

- *Claudiel et son art d'écrire*, Gallimard, 1955.

Le seul ouvrage, à ma connaissance, où Guillemain – sans en être à faire de la stylistique, cette horreur ! - s'intéresse à un style, à une écriture, à une manière de dire. Ici, plus que jamais, *les guillemets-de-Guillemain* prolifèrent. C'est dire qu'ici, on est comme au théâtre : Claudiel est mis en scène par un Guillemain tout à la fois scénariste, acteur et spectateur. Ce livre-là est donc

exceptionnel. Autant que Claudel lui-même, cela va de soi. Pour le meilleur et pour le pire, Guillemain n'ignorant ni l'un ni, non plus, l'autre...

- *Cette Nuit-là*, conte de Noël, Ed. Du Griffon, 1948 ; réédité par Utovie.

Un des rares ouvrages (trois ou quatre) où Guillemain s'essaie à la pure fiction. Quelque part, il dira : « Je ne suis pas un créateur ». Avait-il tort ? Avait-il raison ? On peut en débattre !

- *Les origines de la Commune, L'héroïque Défense de Paris*, Gallimard, 1959 ; réédité par Utovie.

Après la défaite de Sedan, qui a été la défaite de Napoléon III, l'empereur a abdiqué (4 septembre 1870). Mais, disposant encore d'une armée importante en hommes et en matériels, la France n'est pas vaincue, même si les Prussiens sont aux portes de Paris. Or – telle est la thèse de Guillemain –, plutôt que de combattre les Prussiens, le Gouvernement de Défense nationale (le général Trochu, Jules Favre, Jules Ferry, Adolphe Thiers, etc.) a choisi de pactiser avec eux en signant un armistice avant de signer la paix. Et pourquoi cela ? La réponse est claire aux yeux de Guillemain : c'était afin d'avoir le temps – et les moyens ! – de combattre les Communards. Autrement dit, obsédés par leurs intérêts de classe, le choix qu'ont fait ces représentants de la grande bourgeoisie a été celui de la trahison. Plutôt Otto von Bismarck que la Commune, en somme ! Cette idée-là va loin, évidemment. Avec elle, on est au cœur des convictions de Guillemain.¹²

- *La vérité sur l'affaire Pétain*, Ed. du Milieu du monde, Genève, 1945 ; réédité par Utovie.

Chose étonnante de la part d'un agrégé de lettres classiques, il est rare que Guillemain invoque les Romains ou les Grecs de l'Antiquité. Or, ce livre-là est signé d'un pseudonyme, *Cassius*. C'est tout un symbole : c'est le nom du principal instigateur, avec Brutus (*Tu quoque, mi fili!*) de l'assassinat de Jules César, soupçonné de vouloir mettre à bas la république. Selon Guillemain, le maréchal Pétain ne souhaitait pas la victoire de la France sur l'Allemagne nazie, car une telle victoire ne pouvait que favoriser la résurgence d'une république ouverte à un nouveau « Front populaire ». Qu'il fût condamné à mort pour « haute trahison » ne paraissait donc pas selon Guillemain, tout à fait illégitime.

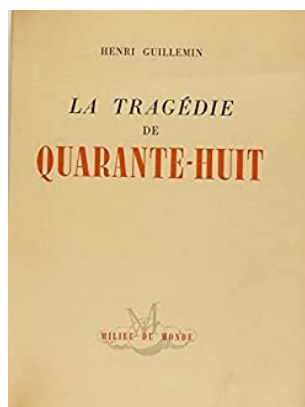
- *La tragédie de quarante-huit*, Ed. du Milieu du monde, Genève, 1948.

Voilà un livre qui suit de près *La Vérité sur l'affaire Pétain* et qui précède d'assez peu *Les Origines de la Commune*. Si j'évoque, en un même mouvement, ces trois livres, c'est que, ensemble, ils construisent à mon avis, une bonne image de la pensée politique de Guillemain, ils forment une sorte de trilogie (eschyléenne?) ou, si on préfère, de triptyque : l'histoire de la France d'après 89 se répète comme si elle était fomentée par un destin. En 48, hanté par le spectre du communisme, les « gens de bien(s) », i.e. les grands bourgeois, ont trahi comme ils le feront, au

12 Au cœur de ses convictions. Et au plus haut de sa colère ! Au cours de la Semaine sanglante (21-28 mai 1871), en effet, entre 20 000 et 30 000 Communards sont tombés sous la mitraille des troupes d'Adolphe Thiers, alors « chef du pouvoir exécutif » (et dont le nom, dans bien des villes de France, orne encore nombre de rues, avenues et autres boulevards!). Après la défaite de la commune il fut procédé à quelque 40 000 arrestations et, outre les condamnations à mort, à peu près 13 000 communards furent envoyés au bagne de Nouvelle-Calédonie. Quelques années après fut commencée la construction de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, pour « expier, disait-on, les crimes des Communards ». Thiers (Adolphe Thiers) est le plus détesté des personnages que Guillemain détestait !

fond, en 1871¹³ et dans les années 1939 et suivantes. De tous les livres de Guillemin que je connais (je n'en cite ici que quelques-uns), *La Tragédie de quarante-huit* est, à mes yeux, le mieux informé, le mieux écrit, le plus émouvant et le plus... actuel !

***La tragédie de quarante-huit,
première de couverture
de l'édition du centenaire (1948).***



On l'a compris, si je ne devais emporter dans mon île qu'un seul ouvrage de Guillemin, ce serait celui-là.

De l'histoire et de la littérature, Éditions du Cercle d'Éducation populaire (CEP), Bruxelles, 1975. Dans l'œuvre de Guillemin, ce livre-là occupe une place à part, pour trois raisons au moins.

- D'abord, à cause de l'éditeur. Le CEP est une maison de gauche et qui ne craint pas, même, de publier des gens d'extrême gauche. En témoignent (je cite au hasard !) des signatures comme celles de Gilbert Badia, de Bernard Muldworf, de Pierre Barbéris (grand spécialiste, avec d'autres, de Balzac), de Gilles Perrault, de René Dumont, de Roger Garaudy, d'Abert Soboul, ou encore (*the last, but not...*) d'un certain Fidel Castro, etc. : des marxistes pour la plupart d'entre eux, voire même des communistes ! Comme on le voit, en acceptant d'intégrer une telle compagnie, Guillemin se déclare ostensiblement homme de gauche (je n'ai pas dit communiste ni, même marxiste!).

- Ensuite, à cause du contenu de l'ouvrage. Il rassemble plusieurs des articles publiés, ici ou là, avant 1975. C'est un document précieux en ce qu'il nous donne à voir, un peu, l'évolution d'une pensée et surtout, j'y reviendrait, son éclectisme (dans le meilleur sens du terme). J'ajoute, pour l'anecdote, qu'il est aussi très pratique puisqu'il permet au gens pressés d'avoir, malgré tout, une certaine connaissance de Guillemin !

- A cause, enfin, d'une parole sur soi-même qui n'est pas si fréquente chez l'écrivain (beaucoup moins, en tout cas que chez le conférencier). Écoutons-le au sujet des articles qu'il a rassemblés dans ce livre : « il en est dont je souris un peu, à présent ». Car Guillemin sait bien qu'il lui est arrivé d'être injuste, partial, inexact même, et que sa démarche est parfois d'une scientificité incertaine, contestable même. Il le sait et il en sourit. Même, il en sourit dès le titre dont il a affublé son anthologie : ... DE l'histoire et DE la littérature. J'adore ces points de suspension qu'il a mis au début, alors que les gens bien élevés les mettent en général à la fin. Pas mal non plus ces « DE + quelque chose », qui font écho aux titres des philosophes latins comme Sénèque ou Cicéron : *De Amicitia De Senectute, et caetera*. Vous voyez, messieurs les savants et autres universitaires, je ne fais pas, mais je sais faire. L'humour de Guillemin : un régal ! Mais ce n'est pas tout. Une pareille

13 Voir, par exemple, *Du Courtisan à l'insurgé* : après la défaite de Sedan, avec « la république des Jules », « c'est quarante-huit qui recommence (...). L'ennemi (...) n'est pas en face chez Bismarck ; il est à l'intérieur, chez Blanqui » (cité par Guy Fossat dans notre « cahier 4 », p. 67-68).

formulation promet évidemment des développements peu ou prou théoriques. Promesse non tenue ici, tout aussi évidemment. Ce sera donc ma première conclusion : Guillemain n'est pas et ne sera jamais un théoricien. Je ne le vois pas s'abonner à quelque École littéraire ou « historienne » que ce soit. Les mots ou les choses en « isme » : à d'autres, pas à lui !

Plus sérieusement maintenant, peut-être – et encore au sujet de ses articles –, ils permettent, dit-il en substance, de suivre à la trace, au long des années, un homme parmi les hommes, avec ses limites et ses faiblesses. On n'est plus dans l'humour, ici, mais dans la sincérité, pas loin de la confiance. La musique de la phrase chez Guillemain ne trompe jamais. On ne peut pas ne pas être sensible à cet écrivain qui, la vieillesse s'approchant (en 1975, il a 72 ans), atteint l'âge des bilans et qui, avec ce livre, nous confie sur son œuvre, sur son histoire à lui, une parole sur le mode mineur. Cette musique-là, je l'imagine mal chez les érudits, qui se doivent – c'est leur métier –, d'avoir le souci de l'objectivité et le la scientifique. Guillemain n'est sûrement pas l'homme d'un degré zéro de la subjectivité. Chez lui, le JE prolifère. Voici donc ma deuxième conclusion : Guillemain, c'est d'abord l'homme d'une écriture portée par l'émotion. Son écriture est celle d'une sensibilité vive, celle précisément qu'on peut attendre d'un écrivain. J'en veux pour preuve, s'il le fallait, un de ces textes qu'on ne cite jamais, comme si Guillemain n'était qu'un homme au cœur de marbre et un atrabilaire. Il s'agit de Verlaine, le moins lamartinien de nos poètes - « Est-elle en marbre, ou non, la Vénus de Milo ? »¹⁴. Bien que, par exemple, Verlaine se fut converti à sa sortie de prison, Guillemain avait bien des raisons d'être sévère pour l'homme qu'il fut, pour la vie (assez dissolue, en vérité !) qu'il mena et celle qu'il fit subir souvent à ses amis et à sa famille. Or, c'est tout le contraire que l'on peut constater. Je m'explique. On connaît les sympathies de Verlaine pour les Communards. En 1888, il écrit une *Ballade* en l'honneur de Louise Michel¹⁵. Après avoir dit ce qu'il pense de la « France bourgeoise au dos facile », il a ceci – qui nous emmène très haut – à propos de Louise Michel :

« Elle est la faucille
Dans le blé mûr pour le pain blanc
Du Pauvre ».

Des vers comme ceux-là, sur la bourgeoisie « au dos facile », entraînent évidemment en résonance avec les convictions les plus profondes et les plus constantes de Guillemain. Mais, je crois qu'il y a plus que cela. Il y a chez lui pour Verlaine (le mot, hélas est tellement galvaudé aujourd'hui) une véritable compassion dans le sens le plus haut du terme. Je cite, et je cite longuement, ce texte-là en vaut la peine. Guillemain parle de Verlaine à l'époque de *La Bonne Chanson* (on est en 1870, juste avant la commune, donc) :

« On ne connaît pas Verlaine (clochard boiteux, nourri d'absinthe) si on ne discerne chez lui cette bonne volonté pathétique, cette profonde espérance d'échapper à des démons dont il se sent la proie. De tout son cœur, de tout l'élan d'un homme menacé, il s'engage dans cette voie neuve où peut-être l'attend son salut. *La Bonne chanson*, un peu mièvre, ne revêt tout son sens que si l'on sait y voir ce qui effectivement s'y trouve, secret, ardent, fondamental : ce coup de barre, ce coup de reins, d'un être qui s'acharne à conjurer un envoûtement, qui se bat, éperdu, pour accéder à un chemin de libération et d'envol ».

14 *Poèmes saturniens*, « Épilogue », 1866. Textes accessibles au Livre de poche avec une préface de... Léo Ferré !

15 Déportée en Nouvelle-Calédonie, elle ne put rentrer en France qu'en 1880.

Difficile, n'est-ce pas? de mieux comprendre Verlaine, de mieux dire sa souffrance et, dans le sens le plus exact du terme, sa passion¹⁶. Et, en même temps, difficile de mieux faire entendre Henri Guillemain lui-même, cette sensibilité qui lui est consubstantielle !

Guillemain : indulgence, admiration, compassion

Ce qu'on a longtemps retenu de Guillemain, en France en tout cas, c'est le pamphlétaire trop méchant pour être honnête. Et il est vrai qu'il est capable d'être un portraitiste des plus féroces : j'y reviendrai, c'est le passage obligé ! Mais d'abord, Guillemain trop méconnu : l'écrivain capable d'aimer et d'admirer, capable de le dire et de le dire bien.

Quatre exemples simplement.

- Après Verlaine, voyez son Flaubert. Ah ! Le bonhomme n'était certes pas facile à vivre, sa correspondance en témoigne abondamment. Mais, parmi les plus grands d'hier et d'avant hier, qui l'était, facile à vivre ? Henri Guillemain lui-même, si j'en crois Patrick Rödel¹⁷, n'était pas toujours d'un quotidien très convivial !

Flaubert, donc. « Travailler, construire, faire une œuvre qui soit à la fois véridique et belle, la voilà la passion de Flaubert, sa passion et sa vocation, au sens propre, ce vers quoi il se sent appelé ». Guillemain le savait bien, rien de grand ne se fait sans passion, le mot étant à prendre, cette fois, dans tous ses sens. Quant à parler de vocation « au sens propre du terme », à propos d'un homme comme Flaubert, voilà qui ne manque pas d'audace. Ni de perspicacité peut-être.

- Malraux. Guillemain ne l'aimait pas trop, surtout celui d'après 68. Mais *L'Espoir*, qui est de 1937 ! Dithyrambique, l'éloge qu'il nous fait du livre et du refus qu'il y voit de « l'emphase », de « l'éloquence », de « tout ce qui pourrait ressembler à du verbalisme » ! Et puis, il y a chez ce Malraux-là, tout ce que Guillemain lui aussi déteste : une bourgeoise arc-boutée sur ses privilèges, un clergé catholique¹⁸ délibérément complice des crimes des franchistes et des alliances avec les pires ennemis de la démocratie. Et il y a chez ce même Malraux, celui d'avant 68, beaucoup de ce regard que, toujours, Guillemain portera sur le peuple, sur les pauvres et, comme le disait Paul Eluard dans « La victoire de Guernica » (1938) sur ce...

« ... Beau monde des mesures
De la mine et des champs ».

- Claudel. Guillemain aurait dû le détester. A cause d'un catholicisme qui n'a guère à voir avec celui du *Sillon*, à cause de son conservatisme (euphémisme !) et surtout, oui surtout, à cause de ces infamies que sont les *Odes à Pétain* (1941) et l'*Ode aux parachutistes d'Indochine* (1948). Mais il y a aussi *L'Annonce faite à Marie*, *Le soulier de satin*, les *Cinq Grandes Odes* et combien d'autres chefs-d'œuvre. D'où cette indulgence de Guillemain : « Je sais tout cela (les infamies) et moi qui

16 Le mot vient du latin *pator*, « souffrir ». La passion, c'est d'abord une souffrance. Ici, chez Guillemain, latiniste et croyant, le mot peut difficilement ne pas connoter la souffrance du Christ. Le mot « compassion » fait évidemment partie de la famille. La compassion, c'est le fait de souffrir avec », c'est-à-dire de partager une souffrance. Pris dans son meilleur sens, le mot définit très bien, je crois, la parole de Guillemain.

17 *Les petits papiers d'Henri Guillemain*, Bats, Ed. Utovie, 2015.

18 Homme d'une foi vive, Guillemain est souvent très dur, comme on sait, à l'égard du catholicisme comme institution, comme Église. Bernanos échappa à ses critiques précisément parce qu'il prit fait et cause en faveur des Républicains espagnols et contre Franco et ses complices ecclésiastiques.

admire Claudel avec feu, et qui l'aimais beaucoup, je baisse le nez [*sic*], mais je le relève bien vite ». Guillemain, capable d'aimer l'œuvre¹⁹, mais aussi l'homme : on le lui a reproché !

• Antonin Artaud. En voilà un avec qui le contact n'allait pas de soi. Guillemain le savait mieux que personne. Mais quelle admiration pour le poète ! « Antonin Artaud s'y connaissait en fulgurations, ces « aérolithes mentaux » (...) qui viennent d'ailleurs que du « moi » factice ; moins tombés du ciel que jaillis de nos profondeurs. C'est la poésie entendue comme révélation du secret, secret de l'homme, secret du monde ». Quand je lis ce moi « factice » et ces « aérolithes mentaux (...) jaillis de nos profondeurs », je ne peux m'empêcher de penser à Rimbaud, que Guillemain connaissait si bien et pour qui (comme Claudel!) il professait une admiration sans limites :

« ... Si le cuivre s'éveille clairon, il n'y a rien de sa faute. Cela m'est évident : j'assiste à l'éclosion de ma pensée : je la regarde, je l'écoute : je lance un coup d'archet : la Symphonie fait son remuement dans les profondeurs, ou vient d'un bond sur la scène ». ²⁰

Texte fondamental ! Il ouvre la voie et justifie une critique littéraire attentive d'abord à cet autre qu'est le texte (venu d'ailleurs que du moi factice ! ...), une critique littéraire que, sauf erreur de ma part, Guillemain pourtant, refusera toujours de pratiquer ! Nous en reparlerons quand il sera question – *horrible dictu* ! - du structuralisme.

Pour l'instant, je retiens (c'est ma troisième conclusion!) ces quelques objectifs qui se déduisent des éloges ou des indulgences de Guillemain : tordre le cou à l'emphase tout en croyant dans les vertus de la passion, faire de la vocation une condition *sine qua non* du métier d'écrivain et, enfin pratiquer l'écriture comme moyen, en particulier d'accéder aux zones les plus mystérieuses de l'être humain et aussi – à débattre ! - comme moyen de penser.

Guillemain, écrivain mal aimé

Aujourd'hui, Guillemain n'est pas loin d'être une star, même chez lui, en France ! Plusieurs des grands médias sont à son sujet quasiment dithyrambiques et *You Tube* est sollicité comme jamais. Mais il s'agit presque uniquement du conférencier, dont le talent, il est vrai, n'a guère été égalé²¹.

Un inconnu ?

L'écrivain, en effet – en France en tout cas -, reste encore à peu près aussi mal connu qu'il pouvait l'être à la veille de sa mort (1992). A titre d'exemples simplement, considérons deux des dictionnaires de littérature les plus connus et les plus souvent pratiqués à la fin du XXe siècle.

19 Antoine Vitez, qu'on ne soupçonnera pas de complaisance à l'égard de Vichy, admirait aussi l'œuvre de Claudel, par exemple *Le soulier de satin*, 1987 et *L'Échange*, 1986.

20 Rimbaud, lettre à Paul Demeny, 15 mai 1871 .

21 Pour moi, l'une des plus brillantes conférences de Guillemain, l'une des mieux informées, l'une des plus émouvantes et, aussi, des plus émues, est celle consacrée à Rimbaud. Sur ce talent oral de l'écrivain, voir à la communication de Thibaut Poirot, « Guillemain, passeur de Robespierre : l'écrivain, le conférencier et sa postérité », dans *Henri Guillemain, historien et écrivain de la Révolution française* (actes du colloque de Mâcon, 21-22 novembre 2014, recueillis par Patrick Berthier), Bats, Ed. Utovie, 2015, p. 101-116.

- En 1984 (Guillemin a 81 ans !) paraît chez Bordas un *Dictionnaires des littératures de langue française* : trois tomes dirigés par des professionnels « de référence », dont le très médiatique Alain Rey. Sur Guillemin, pas un mot, rien, silence total²².

- En 1992, année de la mort de Guillemin, Larousse publie un gros *Dictionnaire de littératures françaises et étrangères*. Une satisfaction : on y trouve une entrée « Guillemin (Henri), critique français », avec quelques lignes sur l’auteur « d’ouvrages d’histoire » et « d’essais littéraires ». C’est peu, mais ce n’est pas faux et, en tout cas, c’est mieux que rien.

Mais, malgré les travaux importants²³ dont il est l’objet depuis quelque temps, il n’est pas encore vraiment sorti de ce « purgatoire » par lequel transitent les plus grands eux-mêmes. Même à Mâcon, où il est né et où une association comme « Présence d’Henri Guillemin » a beaucoup fait pour le développement de sa notoriété, son œuvre d’écrivain ne parle guère à la plupart et, même, ne dit pas grand-chose à ceux des jeunes qui fréquent les bancs du collège ou du lycée. D’où ce rêve que j’aime à faire : comme il serait utile et moralement satisfaisant, qu’un jour, à Mâcon, un établissement culturel ou d’enseignement porte le nom d’H. Guillemin ! Quoi qu’il en soit et sans attendre qu’il soit – enfin ! – prophète en son pays, se pose la question de savoir pourquoi cette sorte de désamour dont pâtit cet écrivain qui n’est, pour ainsi dire, qu’en « étrange pays dans (son) pays lui-même ».

Qui sont ses éditeurs ?

Nous venons de le voir, il est loin de n’être que ce pamphlétaire acariâtre et malfaisant que certains se plaisent à épingle. Et puis – c’est un signe qui mérite considération –, les éditeurs avec lesquels il a travaillé ne seraient sûrement pas refusés par certains de nos écrivains contemporains regardés comme étant des meilleurs. Qu’on en juge ! Outre Utovie, qui continue de faire un travail déterminant pour la connaissance de notre auteur et le CEP de Bruxelles, que nous avons déjà rencontré et dont le statut est très particulier, les éditeurs de Guillemin paraissent pouvoir être disposés en deux catégories.

Il y a d’abord les éditeurs d’avant (en gros) 1950. Souvent, ce ne sont pas des éditeurs habitués à de très gros tirages, ce qui ne veut pas dire, tant s’en faut, que ce soient des maisons de rang mineur. J’énumère :

- Boivin (Paris). On a là deux ouvrages d’histoire littéraire : le *Jocelyn* de Lamartine (1936) et *Lamartine, l’homme et l’œuvre* (1940), le second (voir plus haut) se proposant, je suppose, de tirer les dividendes matériels et moraux du (long) travail investi dans le premier ! Si j’osais, je dirais qu’il s’agit là d’ouvrages de jeunesse. Le second s’inscrit dans une collection que les étudiants de l’époque pratiquent volontiers. Les deux se plient (*sic*) tout naturellement (?) à des usages qu’attendent tout à la fois un éditeur, une collection, le directeur de ladite collection (Mornet) et un lectorat. Qu’il s’agisse du style, du ton ou du tempo, c’est-à-dire de la forme et, donc, du travail de l’écrivain, Guillemin n’est pas encore, pour employer un mode d’expression cher au structuralisme, « le vrai » Guillemin. Le passage chez les trois éditeurs suivants témoigne d’une évolution de Guillemin en marche vers lui-même. Il s’agit de :

- Milieu du monde (Genève). Sept ouvrages entre 1943 et 1951, dont au moins, deux titres majeurs : *La Vérité sur l’affaire Pétain* (1945) et *La Tragédie de quarante-huit* (1948). A noter que

22 A noter toutefois que le nom de Guillemin apparaît dans la bibliographie qui accompagne l’article consacré à Vigny, non pas, il est vrai, comme critique littéraire, mais comme auteur de la publication de quelques inédits de Vigny.

23 Je pense, notamment, au colloque de novembre 2014 à Mâcon, évoqué ci-dessus, aux recherches de Patrick Berthier et au travail des Éditions Utovie.

l'ouvrage de 1948 est au moins aussi « sulfureux » que celui de 1945, mais que l'auteur y a délaissé le pseudonyme Cassius pour son patronyme exact : intéressante évolution !

- Plon ((Paris). C'est là que Guillemin publie l'un de ses titres les plus flamboyants : *Flaubert devant la vie et devant Dieu* (1939). Plon n'est pas Boivin, l'esprit n'est pas le même. Il est de ces éditeurs qui se délecteront de cet art qui est déjà celui de Guillemin pour peu qu'on lui lâche la bride, et qui est celui des titres. En professionnel – déjà – de la communication, il sait la fonction essentielle d'une première de couverture !

- Laffont (Paris). On est en 1946. Guillemin ne se sépare pas de Lamartine (il ne le fera jamais tout à fait). Mais, il n'est plus à l'époque du très sage *Lamartine, l'homme et l'œuvre*. Il prend quelque distance avec l'histoire purement littéraire, comme l'annonce ce *Lamartine et la question sociale*, titre, on le voit bien, d'une tonalité plus politique, plus « engagée », que celui de 1940.

En 1989, Guillemin publie celui de ses livres qui est peut-être le plus chargé, le plus gros d'indignation. C'est *Silence aux pauvres* ! Il le publie chez Arléa, Paris²⁴. Mais, à partir des années 50, il travaille presque uniquement avec deux des éditeurs les plus prestigieux de Paris, ceux qui vont bientôt truster les prix littéraires, je veux parler de Gallimard et du Seuil. C'est ainsi que, par exemple, entre 1951 (*Le Coup du 2 décembre*) et 1977 (*Jean Sullivan ou la parole libératrice*), il publie (si je compte bien) vingt trois fois chez Gallimard ; puis, à partir de 1978, il passe au Seuil, où il publiera neuf titres (à quoi il faudrait ajouter son *Victor Hugo par lui-même*, qui est de 1951).

De là, ma quatrième conclusion : Guillemin a publié la presque totalité de son œuvre chez des éditeurs « de référence » et, en majorité, situés à Paris. Plus de trente de ses ouvrages (sur un total d'une soixantaine) ont été publiés chez Gallimard et au Seuil. Un éditeur peut se tromper, c'est arrivé quelquefois. Mais un grand éditeur ne se trompe pas dix fois, vingt fois, trente fois. S'agissant de Guillemin, ce méconnu, ce mal aimé, le verdict des éditeurs est sans appel : quoi que puissent dire et penser ses détracteurs, Guillemin est un écrivain dont le titre et la qualité ne se discutent pas. Guillemin, profession : écrivain, c'est-à-dire quelqu'un pour qui l'écriture est un moyen de penser²⁵.

Rejet, désamour... mais pourquoi ?

Cette qualité d'écrivain avec ce que cela implique d'attention à la forme, de sensibilité et de créativité, à quoi s'ajoute la caution des éditeurs, tout cela fait qu'on a peine à admettre ce désamour que j'évoquais il y a un instant. J'essaie donc de comprendre, sans être sûr d'y parvenir. J'y vois, pour le moins, deux raisons.

Comme tous les anciens khâgneux de son époque, Guillemin est un « honnête homme », selon l'idéal du XVII^e siècle (rien à voir avec un homme honnête!), c'est-à-dire un « homme mêlé ». Entendons : un homme pourvu de connaissances et d'aptitudes diverses ; un homme de culture, dirions-nous aujourd'hui, plus que d'érudition. Cette conception de l'humanité est encore perçue, parfois, comme flatteuse, gratifiante. Mais, depuis le XX^e siècle et, surtout, depuis sa seconde moitié, la figure valorisée et valorisante est devenue celle du spécialiste (l'OS, qui est sans qualification, faisant exception à la règle...). Or, Guillemin fait tantôt dans le pamphlet, tantôt dans

24 C'est aussi chez Arléa que paraîtront deux de ses toutes dernières productions : *La cause de Dieu*, en 1990, et sa *Conversation avec Jean Lacouture*, en 1992, l'année de sa mort.

25 Écrire, pour l'écrivain, c'est en effet, non pas tellement le moyen de dire une pensée (ou une connaissance) déjà là, mais bien plutôt le moyen de créer de la pensée (ou de la connaissance). Sans doute est-ce pourquoi écrire est chez lui tout à la fois un plaisir et une souffrance, autrement dit, une *passion*, dans les deux sens du terme. Beau sujet de dissertation, en tout cas, et de débat ! Beau et difficile. Il y a là toute une thèse impossible à explorer davantage, évidemment, dans le cadre de cet article.

la biographie, tantôt dans l'histoire événementielle, tantôt dans la critique littéraire, tantôt dans l'histoire de la littérature, tantôt dans la conférence, et j'en oublie sans doute. Il est donc passé, « tout naturellement » et malgré un énorme travail de recherche dont témoignent plusieurs de ses livres, du statut gratifiant d'honnête homme au statut dévalorisant de touche-à-tout. Et cela, je crois, avec la bénédiction, tout particulièrement, de l'Université, où le généraliste (cela se comprend) reste une denrée assez rare. Heureusement, le regard porté par l'Université, me semble-t-il, est en train de changer, ce dont témoigne le colloque de novembre 2014 dont je parlais tout à l'heure.

• Outre les universitaires, donc, il y a ceux qui n'aiment pas Guillemin parce qu'ils aiment des gens (de Lettres ou non) que Guillemin, lui, n'aime pas. Or, ces derniers, critiqués, dénoncés, vilipendés – que sais-je encore ! - font un ensemble réellement pléthorique dans son œuvre. Dieu merci, il lui est arrivé de reconnaître lui-même (voir plus haut) qu'il est parfois inexact, excessif, voire injuste. Mais qui le sait ? Quelques exemples, que je prends quasiment au hasard :

- Bossuet, homme de « la rampante Église française ».

- Barrès, auteur de *La Colline inspirée* : « On ne fait pas mieux dans le genre faux, dans la rhétorique la plus creuse, dans (...) le trémolo raccrocheur ».

- George Sand, la « bonne dame de Nohant »? « Une garce » !

- Michelet « travaille dans le lyrisme et dans l'extase (...). Une blague, l'éminente dignité de Michelet en tant qu'historien ».

- Gide : « Quand j'entends ces syllabes, j'ai tout de suite envie de m'enfuir » ; et plus loin : « Le pauvre, le sens poétique était, je crois bien, ce qui lui manquait le plus. Quelle pitié ! Il était littéralement un *faiseur*, je veux dire un *artificieux* ».

- Montherlant, admirateur de Pétain et vrai collabo : « délibérément provocateur et monstrueux », auteur de « quelques pages frénétiques et quelque peu foraines ».

- Sollers : incompréhensible, dit-il, et il ajoute : « Ce doit être chez moi faute d'un équipement suffisant dans l'ordre du vocabulaire ».

- Et, pour finir, Voltaire :

« Je regarde ce visage, jeune, moins jeune, très vieux. Il n'y a pas moyen de se sentir heureux en présence de ces effigies. Ni le gringalet cambré de La Tour, ni l'affreux vieillard de Houdon n'inspirent autre chose qu'un malaise. Le petit Arouet conquérant, insolent, hérissé, et si prodigieusement content de soi, non, il n'est pas plus beau à voir que l'horrible bonhomme décharné qui, dans les mille esquisses de Huber, a l'air d'un personnage de danse macabre (...). Jamais nous ne sentirons sa main dans la nôtre ».

Beaucoup d'autres exemples seraient possibles. Certes, on voit bien ce qu'il y a, parfois, de délectation chez Guillemin à jongler avec les mots pour terrasser l'adversaire. Osons : il y a du Cyrano chez lui, « à la fin de l'envoi, je touche ». Tant de dextérité pourrait déplaire, indisposer et, diraient certains, à juste titre. Mais aussi et surtout, de cette fine lame, on pourrait extraire (cinquième conclusion!) toute une partie d'un art poétique. Guillemin a horreur du jargon, du galimatias, de l'hermétisme (ah ! Les structuralistes!), de l'emphase et de la grandiloquence. Il est le partisan d'une phrase claire, immédiatement intelligible, incisive éventuellement. Au fond, il reste un adepte du classicisme d'un Boileau (autre chose que le néoclassicisme du XXe siècle naissant!) : « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement », voilà qui pourrait être du Guillemin.

Guillemin, travailleurs solitaire

Comme chez tout écrivain, au-delà de son éclectisme, il y a des constantes, c'est-à-dire encore une cohérence, très visibles chez Guillemin. Pour autant, il ne s'est inféodé ni à un lieu, qu'il soit natal ou autre, ni à une école, qu'elle soit religieuse, politique ou littéraire.

Guillemin était, comme on dit quand on parle d'un homme de gauche, un « homme de convictions ». Il s'est en permanence placé du côté du peuple (c'est de là qu'il venait), du côté des pauvres (trop souvent condamnés au silence), du côté de l'égalité (sans laquelle la liberté n'est la liberté que du plus fort) et contre la grande bourgeoisie, toujours prête à trahir (*cf* 1848, 1871, 1939-40). Je n'y reviendrai pas.

Mais il y a chez lui une constante moins signalée, me semble-t-il, et pourtant très intéressante : c'est sa haine farouche pour la Banque (mais cela, c'est de l'abstrait) et, surtout, pour les banquiers (ça, c'est du concret!). La Banque et les banquiers – la révolution de 1830 s'est faite pour eux – font un des thèmes majeurs et récurrents des grands romans historiques du XIX^e siècle, que Guillemin connaissait si bien. Chez Stendhal, le père de Lucien Leuwen, le héros éponyme du roman écrit en 1834, est un banquier richissime. Chez Balzac, le baron de Nucingen, financier sans vergogne, apparaît dès *Le Père Goriot* (1835). *L'Éducation sentimentale*, de Flaubert (1869) nous emmène dans les années 1840-1851. Quelques-unes des plus belles pages de cet immense roman portent sur la révolution de février 1848, qui fut, elle, une révolution ouvrière, ce que Flaubert dit d'une assez jolie façon : « De tous les Français, celui qui tremblait le plus fort (on l'entendrait!), était M. Dambreuse (banquier de son état) ». Cette citation, je la trouve chez Henri Guillemin, dans *La Tragédie de quarante-huit* (Le Milieu du Monde, 1948), mon Guillemin préféré, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire.

C'est là qu'on peut rencontrer les analyses les plus pénétrantes et, stylistiquement, les plus puissantes.

Voyez plutôt.

- page 105 : dans les premiers mois de l'année 1848, les ouvriers parisiens s'agitent ; remarque de Guillemin : « L'Argent (notez la majuscule!) tient l'État (...). Il lui suffit de disparaître pour que l'asphyxie s'ensuive ; La Banque de France (créée par Napoléon en 1800) organise l'évasion de l'or ». Tiens ! tiens !

- page 282 : en février 48, « il est constant (...) qu'une masse énorme de capitaux s'est resserrée ou a émigré », *dixit* la très voltairienne *Revue des Deux Mondes*, que Guillemin se fait un plaisir d'appeler à la rescousse.

- page 339, *the last, but not...* On en est aux sinistres journées de juin 1848, si lourdes de conséquences, l'armée tire sur les ouvriers, et « ce bon Goudchaux, le banquier joufflu, il a tenu (...) à se rendre au milieu des troupes pour « tirer » quelques prolétaires (comme on tire des lapins !).

Oui, vraiment, lisons et relisons *La Tragédie de quarante-huit* !

Guillemin est né à Mâcon (le siècle avait trois ans!). C'est donc un Bourguignon. Duché, province ou région, peu importe : la Bourgogne, chacun le sait, c'est une Histoire, politique notamment, aussi tumultueuse que prestigieuse. Mais c'est aussi le lieu de quelques grands noms de la littérature française. Or Guillemin, qui la connaît si bien, cette littérature, et qui en a si abondamment parlé, n'a rien consacré d'extrêmement fort, en bien ou en mal, aux gens de lettres de sa province natale : rien d'aussi fort, en tout cas, que ce qu'il a écrit sur Chateaubriand, Rousseau ou encore sur Claudel. Trois exemples, simplement.

• Thibaudet. Il est né en 1874 à Tournus, tout à côté de Mâcon, donc. Et il est mort (en 1936) à Genève. Philosophiquement, il se sentait très proche de Bergson, très illustre à l'époque (il est en train, je crois, de sortir de son « purgatoire »). Et il est l'auteur, entre autres, de deux ouvrages très brillants, que tous les khâgneux de France et de Navarre ont pratiqués : une *Histoire de la littérature française de 1789 à nos jours* (Gallimard, 1936) et *Les idées politiques de la France* (Gallimard, 1931). Qu'il s'agisse des séjours (La Bourgogne, la Suisse...) ou des centres d'intérêt (la littérature, la politique), Thibaudet et Guillemin étaient donc très proches l'un de l'autre.

Mais, manifestement, cela n'a pas suffi à susciter vraiment notre Mâconnais. Pourquoi ? Peut-être qu'était trop différente, à ses yeux, l'approche par Thibaudet des choses de la littérature, celui-ci étant beaucoup plus sensible à l'influence du contexte sur le texte qu'à celle de la vie de l'homme sur son œuvre.

• Georges Duby (1919-1996). Il est né à Paris, et non pas à Mâcon. Mais, outre qu'il est l'exact contemporain de Guillemin, il a fait ses études au lycée Lamartine de Mâcon et, surtout, sa thèse de doctorat porte sur *La société aux XI^e et XII^e siècles dans la région mâconnaise*. Soutenue en 1952, elle est publiée juste après, en 1953, aux éditions de l'EHESS²⁶. Lui et Guillemin se sont évidemment croisés. Mais ils n'auront guère fait davantage. On peut penser (c'est une simple hypothèse!) que, pour Duby, Guillemin n'était pas un historien très orthodoxe. D'autre part et surtout, après avoir été nommé professeur à la faculté d'Aix-en-Provence, Duby fut honoré d'une chaire au Collège de France, puis d'un fauteuil à l'Académie française. Beau parcours en vérité, mais si différent des chemins battus par Guillemin !

• Colette. Née dans l'Yonne, à Saint-Sauveur-en-Puisaye, le 28 janvier 1873, elle est restée toujours fidèle, de cœur et d'âme, à sa Bourgogne natale, dont elle s'est ingéniée à garder jusqu'à sa mort l'accent si rocailleux et, partant, si savoureux. Du plus débridé des éclectismes, elle avait tout pour plaire – et déplaire ! - à Guillemin. Tour à tour, actrice, danseuse (quasiment) nue aimant à mimer les danses orientales, à la mode dans la France de l'époque²⁷, écrivain bien sûr, reporter, patronne d'un institut de beauté, bisexuelle ostensiblement affichée, délibérément athée, elle est tout à la fois l'un des écrivains majeurs de notre XX^e siècle et la plus sulfureuse des femmes de ce même siècle. Avec elle, Guillemin avait donc de quoi vitupérer autant qu'il avait de quoi exalter. A ma connaissance, il n'a fait clairement ni l'un ni l'autre, je me demande bien pourquoi.

Il est vrai qu'il n'a guère écrit sur les femmes. Je vois chez lui M^{me} de Staël (1959) pour ses rapports avec Benjamin Constant et Napoléon 1^{er}, Jeanne d'Arc (1970), George Sand (1972) regardée en tant que liée à Musset, et Adèle (1985) regardée en tant que fille de Victor Hugo. C'est tout ! Dans une œuvre d'une soixante de titres, c'est très peu.

**Jules Roulleau, statue de
Jeanne d'Arc, inaugurée
à Chinon, en 1893.**



26 Il est aussi l'auteur, avec Andrée Duby, d'une étude sur *Les Procès de Jeanne d'Arc*, Gallimard, 1973. Cette étude est postérieure de peu à celle de Guillemin, *JEANNE, dite Jeanne d'Arc*, Gallimard, 1970. La différence entre les deux titres saute aux yeux : elle dit mieux qu'un long commentaire la distance qui sépare deux postures et, par suite, deux démarches !

27 On pourra voir à ce sujet Jo Martyniow, article « Colette », dans le *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Ed. Karthala, 2008.

A quoi s'ajoute que, mis à part Jeanne d'Arc (et encore!), aucune de ces femmes n'est étudiée en elle-même, mais dans son rapport à un ou plusieurs hommes. Aussi étonnant, pour le moins : dans son *Claudiel et son art d'écrire* (on est en 1955, un an après la mort de Colette), Guillemain nous fait entendre Claudel parlant (méchamment) de Flaubert, puis de Colette, je cite : « Flaubert, encore un qui s'en est donné, du mal (...). Mais il n'y arrive pas (...). Tandis qu'une Colette, hein ! Comme c'est enlevé ! Comme ça y est ! Elle sait faire ; elle a le don. Le don, on voit tout de suite qu'elle l'a, Colette, et comment ! ». Difficile, n'est-ce pas ? de dire mieux sur la grande Colette et, accessoirement, sur l'écriture comme affaire du corps. Or, Guillemain écoute et note, mais il ne nous livre aucun commentaire. Sur Colette, est-il d'accord ou non avec Claudel ? Nous le saurons pas.²⁸

Il arrive (sixième conclusion) que les non-dits, les silences, peignent un discours autant que l'énoncé lui-même. Qu'il s'agisse de Thibaudet, de Duby ou de Colette, il semble bien que ce soit le cas pour Guillemain. Autrement dit, il semble bien que l'œuvre, avec ce qu'elle dit et avec ce qu'elle tait, loin de le mettre à mort, nous parle, haut et fort, de l'homme.

Nous venons de le voir, Guillemain aime à prendre ses distances. Il est de ces écrivains qui ne seront jamais d'une coterie, d'une chapelle, d'un cénacle ou d'une *École*. Vous l'imaginez en train d'écouter sagement les commandements d'André Breton, le *Pape* du surréalisme ? Le (premier) *Manifeste du surréalisme* paraît en 1924. Texte fondamental, on le sait bien, et qui doit beaucoup à Rimbaud, celui d'*Une saison en enfer* et celui du « JE est un autre ». Cette année-là, Guillemain est à Normale Sup', rue d'Ulm, lieu de grande effervescence intellectuelle ! Il a 21 ans, l'âge de toutes les audaces et de quelques curiosités. Or, j'ai beau lire et relire sa bibliographie, je ne trouve rien qui témoigne d'un réel intérêt pour les surréalistes. Étonnant, n'est-ce pas ? Oui et non ! Car – c'est une de ses constantes –, son siècle de prédilection est le XIX^e bien plutôt que le XX^e. Et puis, le *Manifeste* de 1924 est celui de l'écriture automatique : celle-ci a beau être un moyen d'investigation plutôt que de création littéraire ou poétique, il est probable que Guillemain était tenté d'y voir surtout un péril pour l'auteur menacé de disparition au profit de la seule œuvre.

Ce n'est pas parce que les *Oulipiens* se moquaient volontiers du surréalisme de 1924 que Guillemain pouvait leur emboîter le pas. En effet, créé en 1960 par Raymond Queneau et François le Lionnais, *Oulipo* (*Ouvroir de Littérature potentielle*), s'oppose à une écriture littéraire ou poétique appuyée sur ces vieilles rengaines que sont, selon eux, l'inspiration et la subjectivité, pour promouvoir une littérature fondée au contraire sur la contrainte formelle²⁹. Le meilleur exemple de cette littérature, et le plus probant sans doute, est *La Disparition*, de Georges Perec, qui est, comme on sait, le roman de la disparition du « e », la lettre de notre alphabet la plus fréquemment employée. Guillemain s'est toujours exprimé sur le mode du JE, celui d'une subjectivité haut et fort revendiquée. On l'imagine donc mal dans les habits d'un *Oulipien*³⁰. On l'imagine tout aussi mal écrivant tel ou tel de ses contes dans le style du Nouveau Roman (Butor, Sarraute, Beckett...), qui fleurit à peu près au même moment, et sur lequel je passe pour m'attarder un peu sur le structuralisme.

Car tous ces mouvements auxquels je viens de faire allusion, ces *Écoles*, ces recherches, ont à voir, peu ou prou, avec le structuralisme. Ou, plutôt, avec les structuralistes, car le « structuralisme » est un mouvement, une mouvance même, et non pas une *École*, avec un *pape* à sa tête, ses *disciples* et, donc aussi, ses dissidents. On voit mal, en effet, que se soient inféodées des personnalités aussi fortes que celles de Lévi-Strauss (*Tristes Tropiques*, 1955), Lacan (*Écrits*,

28 Même chose au sujet d'Aragon. Claudel avait mille raisons de ne pas aimer l'homme qu'il était. Et cependant, dit-il, Aragon « parle vraiment le français comme sa langue naturelle (...), le parler tout frais de l'Île-de-France ». Étonnant cet éloge, venant de Claudel ! Or, Guillemain écoute et note... sans le moindre commentaire !

29 Une recherche assez comparable, dans ses présupposés en tout cas, et bien antérieure (années 20), me semble visible, en musique, dans le dodécaphonisme.

30 Aujourd'hui encore, des écrivains comme Jacques Roubaud, Paul Fournel et Jean-Noël Blanc se réclament d'*Oulipo*.

1966) ou Barthes (*Le Degré zéro de l'écriture*, 1953). Guillemain connaissait bien le principal père fondateur de la linguistique moderne et du structuralisme, à savoir Ferdinand de Saussure (1857-1913), l'auteur (par étudiants interposés) du *Cours de Linguistique générale* (1916), l'un des ouvrages majeurs de notre XX^e siècle. C'est là, en effet, que Saussure distingue entre le langage (les organes de la phonation), la langue (réalité sociale) et la parole (réalisation individuelle de la langue au moyen du langage). C'est ce rapport de la parole à la langue qui fait que toute parole, orale ou écrite, est loin de n'appartenir qu'au locuteur, celui-qui-parle !

Que Guillemain connaissait bien Saussure, la preuve en est, s'il le fallait, que c'est de lui qu'il s'agit quand, dans son *Claudiel et son art d'écrire*³¹ (Gallimard, 1955), il est question de ce qu'on appelle dorénavant « l'arbitraire du signe ». Grand débat, et qui ne date pas de notre temps : c'était, déjà, celui du *Cratyle* de Platon ! Est-ce que le « signe » (disons, le mot) est lié, dans sa forme, à la chose qu'il désigne (thèse idéaliste) ou bien est-ce que le lien entre le signe et la chose est purement « conventionnel », autrement dit « arbitraire », comme le suggère la pluralité des langues (thèse plutôt matérialiste, celle de Saussure) ? Telle est la question.

Comme on peut le supposer, Claudel se bat bec et ongles contre la thèse de l'arbitraire du signe. « Il ne doute pas, dit Guillemain, page 19, que les vocables n'entretiennent de profonds rapports originels avec la chose qu'ils désignent ». La position de Guillemain à ce sujet (important !) ne me paraît pas très nette. Elle me semble (à vérifier !) assez proche de celle de Mallarmé. Quoi qu'il en soit, ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il tire à boulets rouges (il sais faire !) sur ces structuralistes qui « jouent à la dictature [et qui] accablent de leur mépris tout qui ne se réduit pas à des problèmes de langage » et qu'il accuse de travailler à « la destruction de l'homme (l'auteur) dans son identité »³².

*
* *

Sur Henri Guillemain écrivain, il reste évidemment beaucoup à dire. Précisément parce qu'il est un écrivain.

Les plus grands, je les aime à cause, aussi, de leurs faiblesses. En son lointain XVI^e siècle, Montaigne est, à ce sujet, de bon conseil. Parlant de Paris, il dit d'abord : « Je ne suis français que par cette grande cité (...), grande et incomparable en variété et diversité de commodités, la gloire de la France, et l'un des plus beaux ornements du monde » ; et il ajoute ceci, qui me plaît beaucoup ; « Je l'aime tendrement, jusques à ses verrues et à ses taches »³³.

Guillemain, Henri Guillemain, fait partie des grands. Plus je le lis, et plus je pense qu'il mérite d'être aimé. Non pas malgré, mais à cause, aussi, de ses verrues et de ses taches.

31 Le rapport de Guillaume à Claudel est tellement complexe (et riche) que, si cela n'a été fait, il y faudrait un livre, voire tout un colloque !

32 Saussure n'emploie pas le mot de *structure*, mais celui, équivalent, de *système*. Pour un structuraliste, une *chose* (signe ou autre), n'a pas de sens en elle-même, mais seulement dans son rapport à d'autres choses, dans un ensemble, dans une *structure*. Faute de place pour développer davantage, j'en appelle à un romancier qui, je crois, a dit cela mieux que personne. Il s'agit de Mishima dans *Le Pavillon d'or* (1956), je cite : « Jamais la beauté n'était incluse dans un seul détail, ne finissait avec lui ; mais dans chacun s'embusquait, latente, l'amorce de la Beauté du détail suivant (...). Ainsi, la Beauté (du *Pavillon d'or*) était structurée de néant », traduction M. Mécréant, Gallimard, 1961.

33 *Les Essais*, III-IX. « De la Vanité ».

Deuxième partie

Textes & documents

*Donner la parole à Henri Guillemin
et à ceux qui ont parlé de lui et de son œuvre,
voilà le but et l'ambition de cette section Textes & documents ».*

Henri Guillemin, préfacier (I)

Introduction à Georges Soria, *Grande histoire de la Commune*

Présentation par Guy FOSSAT
Membre de l'association

Outre ses dizaines de livres, ses centaines d'articles de presse, et ses multiples conférences à la radio et à la télévision, Henri Guillemin a aussi écrit un certain nombre de textes qui occupent une place spécifique dans les productions écrites: ce sont ses *Préfaces*, *Avant-propos*, *Introductions* ou *Présentations*. Ainsi, Guillemin a préfacé des auteurs auxquels il avait consacré un travail important, tels que Rousseau, Lamartine, Flaubert, Hugo ou Zola.

Quel est donc l'intérêt d'une introduction ou d'une préface ? Pour lui, grâce à la fois à sa proximité et à sa distance avec l'ouvrage considéré, la préface joue un rôle « d'indicateur d'estime » du préfacier à l'égard de l'œuvre préfacée et, plus généralement, à l'égard de son auteur. Dès ces quelques pages, le ton est donné sur cette estime, cette appréciation. Souvent, ce texte donne le ton. Parfois, il entraîne beaucoup plus loin. Ainsi, l'*Introduction* qu'il donna, en 1971, au livre de Georges Soria sur la Commune de Paris³⁴ est pour le lecteur un véritable condensé de sa pratique de l'histoire. Ce texte est assez difficile à se procurer ou à consulter aisément, puisqu'il figure dans un ouvrage très volumineux. Qu'on en juge. Cette *Grande histoire de la Commune* se présente dans un grand format de 24 x 30 cm et se compose de cinq tomes totalisant près de deux mille pages.

L'*Introduction* donc, que nous reproduisons ci-dessous dans son intégralité, est abondamment illustrée par de multiples images, en noir ou sépia, et rehaussée par des pages en quadrichromie, reproduisant des œuvres données à l'éditeur par des artistes, tels que Vasarely, Masson, Miro, Man Ray, Pignon, Picasso, Giacometti ou Lurçat.

Que dire du texte de Guillemin ?

Son « *Introduction* » peut se lire à trois niveaux :

- C'est une introduction *stricto sensu*, comme annoncé, à l'ouvrage de G. Soria ; mais Guillemin ne fait aucune référence, ni à l'auteur, ni à son travail ; aucune transition non plus entre son introduction et le texte de Georges Soria.

- Une introduction à quoi ? Non au livre mais à *l'événement* que constitue la « Commune de Paris », auquel Guillemin a consacré des travaux approfondis. Certes son *Introduction* traite bien de *La Commune*, mais dans une perspective du temps long – un siècle – au cours duquel il en discerne les origines.

34 *Grande histoire de la Commune*, Paris, Ed. Robert Laffont pour le Livre-Club Diderot, 5 vol., 1970-1971 (Édition du Centenaire 1871-1971).

- Mais c'est surtout une introduction à *l'histoire*, telle que l'entend Henri Guillemin lui-même ! Il nous donne là, un beau condensé de la conception qu'il se fait de l'histoire, de la manière de l'écrire et des leçons qu'elle peut nous adresser ou que nous pouvons en tirer.

Son expérience de l'histoire

Effleurons, dans ce « troisième niveau », la formation et la stabilisation de sa pensée et de sa pratique. En 1970, au moment où il donne ce texte à l'éditeur, il a près de 70 ans. Voilà déjà un demi-siècle qu'il lit, qu'il interroge, qu'il parle et qu'il écrit ! A cette époque, est déjà bien rôdée chez lui, sa conception de l'histoire (11 titres), de l'histoire littéraire et de la critique littéraire (22 titres), sans oublier ses *Essais et récits*, qui ne sont pas étrangers à l'histoire non plus (5 titres). Il connaît ces diverses approches, les controverses qu'elles nourrissent ; il est convaincu que ses travaux d'écriture, ses conférences ne doivent pas rester confinées en chambre stérile. Ce sont des vecteurs destinés à dénoncer les impostures, les légendes, telles que Jeanne « dite d'Arc », Pétain « vainqueur de Verdun », le gouvernement de « Défense nationale », « l'Affaire Jésus », etc.

Or, ce combat intellectuel rencontre des oppositions. Lui, qui se pose en *historien*, ses adversaires ne manquent pas de le disqualifier, en le taxant de *polémiste* ; alors qu'il estime faire un travail d'historien, il est révolté lorsqu'on le traite ainsi. Pour lui, sortir des sentiers battus de l'histoire conventionnelle serait donc se livrer à la polémique ? Non, il reste historien ! Il refuse, bien sûr, de passer *ipso facto* de la respectabilité de l'historien à l'appellation péjorative de polémiste...

Guillemin sur la Commune

Il a publié deux volumineuses études sur l'époque de la Commune : en 1956, *Cette curieuse guerre de 1870 – Thiers, Trochu, Bazaine* ; puis, en 1959, *L'héroïque défense de Paris* (avec, en surtitre, *Les origines de la Commune* ; ce à quoi il faut ajouter, en 1971, *L'Avènement de M. Thiers et Réflexions sur la Commune* et, enfin, à propos de Jules Vallès, en 1990, *Du courtisan à l'insurgé*, réédition de textes plus anciens avec actualisation. A la télévision suisse, dans l'émission *Dossiers de l'Histoire*, il a prononcé, en 1971, pas moins de treize conférences sur les diverses étapes de la Commune de Paris, totalisant six heures et demie d'antenne. Il y fait preuve d'une parole et d'une gestuelle remarquablement maîtrisées, d'une diction sans hésitations, toutes deux soutenues – faut-il le souligner ? - par une analyse intellectuelle limpide, convaincante, le tout d'une grande élégance.

C'est à cette maîtrise que Guillemin doit aujourd'hui – et nul ne s'étonne – la faveur dont il jouit dans toutes les classes d'âges des pays francophones d'Europe, qu'il a si souvent par parcourus.

Une approche démonstrative de l'histoire

Son approche de l'histoire, il la met en scène en utilisant quelques accessoires ou procédés. Exemples :

- Il situe ses travaux sur la toile de fond du *temps long*. Cette échelle lui permet, en particulier, de relier entre elles des similitudes de situations qui, débutant par des espérances de Justice et de Liberté, se soldent finalement par l'écrasement des révoltés, la défaite des plus défavorisés, au profit des « gens de bien ». Il situe sur cet « arrière-plan que l'on connaît trop peu, d'ordinaire », les origines de la Commune, allant des prémisses de la Révolution française de 1789, jusqu'aux lendemains de la Commune elle-même.

- Il place au premier plan, des *personnages* qui incarnent les événements, des portraits vivants, puissants ou pathétiques, soumis aux aléas de la gloire ou de l'oubli, célèbres ou anonymes... Il a les yeux fixés sur « le peuple », les « petits », la « plèbe », les « pauvres » ; ceux qu'il nomme, en 1998, dans *Silence aux pauvres !*, « les gens de rien », confrontés aux puissants, aux « gens de bien », qui ont du bien, bref, les « honnêtes gens ».

- Il fait appel à l'autorité des citations. Il s'est constitué un choix de citations qui stigmatisent des situations à ses yeux scandaleuses. Il emprunte ainsi à Victor Hugo l'image de la « cariatide » (le peuple) qui supporte les « gens de bien » ; il se plaît à prendre Voltaire en flagrant délit de collusion avec les classes aisées : « Un pays bien organisé est celui où le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui, et le gouverne » ; ou bien, encore, cite-t-il avec malice « l'axiome sacré » qu'articule « après thermidor, Boissy d'Anglas : « Un pays gouverné par des propriétaires est dans l'ordre naturel ».

Les leçons de l'histoire ?

La conclusion de son *Introduction* à cette *Grande histoire de la Commune* est une mise en garde contre les tromperies de l'histoire. « Car les voilà, les étranges circonstances nationales d'où surgira, en mars 1871, la Commune de Paris. On le connaît trop peu, d'ordinaire, cet arrière-plan. Aussi ai-je tenu à en dessiner, ici, les grands traits ». L'histoire a-t-elle un sens ? Nous donne-t-elle des leçons ? Pouvons-nous tirer des leçons de l'histoire ? A propos de la Commune, Guillemin donne une réponse dans *L'Avènement de M. Thiers* : « la phrase de M. Thiers est célèbre ; elle figure dans sa circulaire du 26 mai : « *A toutes les autorités civiles et militaires. Le sol de la Patrie est jonché de cadavres. Ce spectacle affreux servira de leçon* ». De leçon pour qui ? Pour « *les insensés qui oseraient [encore] se déclarer partisans de la Commune* » [dit-il].

*

* *

*Introduction, par Henri Guillemin*³⁵

« La plus grande partie de nos concitoyens est abaissée par l'indigence jusqu'à ce dernier degré d'avilissement où l'homme, absorbé tout entier par le soin de conserver l'existence, est incapable de réfléchir aux causes de sa misère et aux droits que la nature lui a donnés ». Ces mots-là sont de 1788, signés d'un candidat à la députation pour les États généraux, un candidat nommé Robespierre, et qui prononce les paroles même les plus dangereuses. Voyez-moi ça ! Inviter la plèbe à ouvrir les yeux sur « les causes de la misère » et sur « les droits que la nature lui a donnés », on ne fait pas mieux dans le genre délétère, subversif et criminel. Et je comprends que la fille du banquier Necker, plus connue sous le nom de madame de Staël, ait dépeint Robespierre, dans ses *Considérations sur la Révolution française* comme « un monstre acharné à la ruine de la société ». Elle avait raison, la fille Necker. Robespierre voulait, en effet, la ruine d'une certaine « société, très exactement celle, monstrueuse, dont Voltaire avait donné la définition parfaite : « Un pays bien organisé est celui où le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui, et le gouverne ».

*Une rixe de possédants, une bagarre de nantis,
sur le dos de la « cariatide » populaire*

Les Constituants, voltairiens dans leur immense majorité, et guidés par d'excellents manœuvriers comme Sieyès et Mirabeau, avait doté la France d'un régime qui distinguait les « citoyens actifs » des « citoyens passifs », ces derniers n'ayant d'autres droits que le mutisme et l'obéissance. Et la trouvaille de Sieyès avait consisté à baptiser *passifs* : qui donc ? Mais précisément les travailleurs, ouvriers des champs ou des manufactures, démunis de ces ressources financières qui permettaient aux seuls « actifs » de voter. Silence aux pauvres... Leur unique fonction est de « nourrir » les entretenus. Le « mouvement de 1789 », qui précipite Michelet dans une transe lyrique et sublime, c'est, avant tout, la poussée, la réclamation de la richesse mobilière, représentée par une puissante bourgeoisie d'affaires (industriels à la Périer, Dietrich, Cambon, banquiers du type Perrégaux, agents de change du type Boscary), contre la richesse immobilière représentée par l'aristocratie et le clergé. La richesse mobilière qui, au cours du XVIIIe siècle, a pris conscience de sa force, exige le contrôle des affaires nationales ; elle en veut même la gestion. C'est ce qu'exprimait, en termes clairs, l'un de ses clients et auxiliaires, l'avocat Barnave, instrument des Périer : « Une nouvelle distribution de la richesse appelle, déclarait-il, une nouvelle distribution des pouvoirs ». La secousse de 1789 n'est pas autre chose qu'une rixe de possédants, une bagarre de nantis, sur le dos de la « cariatide » (l'image est d'Hugo), la cariatide populaire. Rien n'est changé par « le mouvement de 89 » dans la condition des travailleurs. Je me trompe. Quelque chose est changé. La plèbe, qu'on a vu remuer pour cause de famine, et dont la bourgeoisie d'affaires, lors de la crise du 12 juillet (lorsque le roi et ses aristocrates esquissèrent un refus), s'est servie comme d'un bélier (98 morts plébéiens pour la prise de la Bastille), la plèbe est plus surveillée que jamais. Interdiction est faite, sous peine de prison aux ouvriers de se « coaliser » pour « enchérir leur travail », autrement dit pour la défense de leurs salaires ; et les nouveaux maîtres ont créé partout, à Paris d'abord dès le 15 juillet 1789, en province ensuite, une milice supplétive, dite « Garde nationale », où ne peuvent s'inscrire que ceux qui ont les moyens de payer leur uniforme (80 livres en 1789, soit environ 350 francs de notre monnaie de 1969). On est sûr, de la sorte, d'exclure les prolétaires et de demeurer entre soi, entre « honnêtes gens » comme dit le marquis de La Fayette. La fameuse Fête de la Fédération, à Paris le 14 juillet 1790, cette grande cérémonie cléricale et

35 Au texte intégral de cette *Introduction*, la Rédaction de ce bulletin a cru bon d'ajouter des intertitres, souvent tirés du texte d'Henri Guillemin et destinés à en faciliter une lecture logique et chronologique.

militaire, c'est le congrès de la bourgeoisie armée pour tenir en respect les « sans-culottes », une autre terme dont l'Histoire, est redevable à La Fayette, plaisanterie un tantinet grivoise, et qui ravit les salons ; sont ainsi désignés les *magots* qui, incapables de s'offrir des bas de soie, substituent aux culottes courtes des gens bien nés des culottes longues, ou pantalons.

Robespierre a compris, et il décrit la situation à voix haute : « C'est aux classes fortunées que vous voulez transférer la puissance ; vous voulez diviser la nation en deux classes dont l'une ne sera armée que pour contenir l'autre ». Que cette analyse soit correcte, une preuve en sera fournie par la journée du 17 juillet 1791. Le roi a tenté, en juin 91, d'aller chercher, à Montmédy, les régiments de mercenaires concentrés par le marquis de Bouillé, pour revenir sur Paris, dans un ouragan de fer et de feu, afin d'y rétablir l'*ordre ancien*. Par bonheur, le souverain parjure a été happé en route, Barnave et La Fayette ont expliqué à l'opinion qu'il n'y avait là qu'un incident mineur, que le roi était innocent, qu'il avait été, bien malgré lui, « enlevé » par d'affreux comploteurs. Une partie de la plèbe, mal convaincue, demande la déchéance d'un fonctionnaire à ce point suspect. Sur le champ de Mars, c'est-à-dire à l'endroit même où s'est déroulée, un an plus tôt la manifestation éducative et signifiante des forces bourgeoises, un rassemblement populaire a lieu le 17 juillet 1791 : les petites gens y viennent signer, sur « l'autel de la Patrie », une pétition qui réclame de l'Assemblée la mesure qui s'impose. De quoi se mêlent ces *passifs* ? Ils n'ont pas la parole.

10 août 1792 :

Robespierre et la Commune abolissent le système censitaire

Les affaires de l'État ne sont pas leur affaire. La Fayette, général de la Garde nationale, le leur fait entendre aussitôt, et de la manière appropriée, par la mitraille. Survient le 10 août 1792. Le roi est chassé. Fin de la monarchie. Robespierre et la Commune insurrectionnelle de Paris abolissent le système censitaire ; l'argent n'aura plus de valeur discriminante ; les pauvres, eux aussi, auront voix au chapitre ; c'est le suffrage universel.

« Dès lors, dira madame de Staël, la Révolution changea d'objet ; les gens de la classe ouvrière s'imaginèrent que le joug de la disparité des fortunes allait cesser de peser sur eux ». Quelle folie, et quel attentat à l'ordre providentiel des choses ! Le secret de la paix sociale (c'est toujours la banquière qui parle, et elle connaît son catéchisme voltairien) n'ayant d'autre formule que « la résignation du grand nombre ». Chateaubriand, pour sa part, sera plus concret : « Les sabots frappaient à la porte des gens à souliers ». A dater de ce 10 août 1792, une parenthèse odieuse est ouverte dans l'heureux mouvement déclenché par la convocation des États généraux et qui avait abouti à cette Constitution de 1791, saluée avec transports par Barnave. « La Révolution, annonçait-il alors, est terminée ». Et voilà que tout était remis en question par la faute de ces scélérats, façon Marat, Couthon, Saint-Just, Jean Bon Saint-André et Robespierre, qui, non contents d'importuner les gens de bien en invitant les exploités à réfléchir un peu sur « les causes de leur misère », prétendaient s'en prendre maintenant à ces *causes* mêmes pour les détruire. On y mettra bon ordre ; ce travail de salubrité demandera deux ans, deux ans ou presque ; le 27 juillet 1794, ou 9 thermidor, corrigera, réparera, le 10 août 1792. On guillotinerà, en 48 heures, 105 acolytes de Robespierre, et « le monstre » en personne, à qui l'on a, préalablement, fracassé la mâchoire. Que de souffrances et que d'alarmes avaient endurées, par sa faute, les personnes de bonne compagnie ! Il avait eu le front avec son *maximum* – inadmissible intervention de l'État dans le domaine économique ; « Et la liberté alors ? », cette liberté industrielle et commerciale, idole des Girondins – de toucher, scandaleusement, aux marges bénéficiaires. Le sacrilège était si fort que Sieyès, en catimini, au mois de mai 93 – et alors même que le *maximum* n'était pas encore établi³⁶ –, suggéra une opération énergique : 20 000 hommes triés, bien armés, arrivant des provinces, préparant leur coup dans l'ombre et, le moment venu (jour J, heure H), se jetant sur Paris pour exterminer « les bandits » - ceux de la Commune – et « foudroyer les faubourgs ». Intéressante, cette initiative de

36 Il ne le sera que le 9 septembre, mais les « menaces sur la propriété » se précisaient.

Sieyès. Ces trembleurs de Girondins, malheureusement, hésitèrent ; l'idée virile de l'abbé, ils n'eurent pas le cran de s'en saisir pour de bon ; reste à l'honneur de Sieyès d'avoir, dès 1793, conçu cette anticipation des journées de juin 48 et de la Semaine sanglante de 71.

***Aux cris de « Vive la République ! »,
c'est la république qu'on liquide***

La « Société » retrouve ses bases après Thermidor, et Boissy d'Anglas, aux acclamations du « Ventre » (ou Marais, c'est-à-dire la majorité de la convention, composée des mêmes notables que la Constituante et la Législative), articule l'axiome sacré : « Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre naturel ». La République subsiste, toutefois, grosse de périls, mal rassurante. C'est pourquoi Sieyès, toujours lui, aidé de Talleyrand et d'un groupe bancaire dont Perrégaux est la vedette – les fondateurs de la Banque de France – combine une réédition, perfectionnée, du 9 thermidor, et qui sera le 18 brumaire. Aux cris de « Vive la République ! », c'est la République qu'on liquide. Alors débute ce « trop bref âge d'or », ce « régime tonifiant », célébré à l'envi par messieurs Bainville et Madelin. Ces beaux temps du Consulat et de l'Empire où les honnêtes gens vont pouvoir, enfin, respirer à l'aise, toutes élections suspendues, le Code civil aggravant encore la loi Le Chapelier de 1791 contre les « coalitions » ouvrières, et les jeunes gars dangereux de la plèbe étant, massivement et perpétuellement, costumés en soldats pour aller piller et mourir au loin, exaltés d'ailleurs, très souvent, en criant de tous leurs poumons « Vive l'Empereur ! ». « Chair à canon, dira Hugo, amoureuse du canonnier ».

Puis l'empereur fait une sottise avec son blocus continental, qui d'abord gêne, ensuite consterne et finalement exaspère ceux-là même qui l'ont hissé au pouvoir. « Je voyais à Bonaparte, racontera Roederer, un des complices de Brumaire, le plus puissant des auxiliaires : l'Argent » ; il ne pouvait pas, en 1799, ne pas réussir avec un pareil soutien. Mais, comme écrira très bien son trésorier Millien : entre Napoléon, tout empereur qu'il fût, et l'Argent « la partie n'était pas égale », l'Argent se détournant de lui, dès 1812, il était perdu. Et La Fayette, fidèle à lui-même, prendra la tête d l'insurrection des notables.

***Après la défaite de Napoléon
et l'occupation de la France,
« La Révolution est terminée »***

Avec le roi récupéré, les gens de bien connaissent de nouveau la paix de l'âme – un roi, surtout, accompagné comme il l'est de ces milliers, de ces centaines de milliers de baïonnettes persuasives dont l'entoure l'occupation étrangère. Il avait fallu voir l'accueil, délirant d'ivresse enthousiaste, réservé, en 1815, aux Cosaques par la haute société parisienne. Et l'extrême droite, avec Vitrolles notamment, n'avait pas caché son anxiété devant le retrait, en fin de bail, des occupants. Tout s'était passé, néanmoins, au mieux. La plèbe ne bougeait pas, la cariatide continuait son métier d'entretien, et monsieur de Beauséjour – un farfelu, un inadapté – pouvait déplorer sans risque et parmi les rires, en pleine chambre censitaire de Louis XVIII, le 25 juillet 1822, que l'organisation sociale, en France, offrait le tableau, très simple mais regrettable, de « 30 millions de mangés » en proie à « 500 000 mangeurs ». Un progrès de plus, en 1830. On peut dire qu'avec Louis-Philippe sont comblés, sont merveilleusement comblés, après quarante ans, les vœux des « hommes de 89 » ; cette fois oui, et ce n'est pas trop tôt, « la révolution est terminée », la *Révolution*, telle que l'entendaient Barnave, et Sieyès, et La Fayette – un La Fayette septuagénaire en 1830, mais toujours présent, et toujours actif, appuyé d'une créature-Staël, le subtil Benjamin Constant.

La Monarchie de juillet, ou le paradis du capitalisme triomphant. Le pouvoir est tout entier, grâce à des intermédiaires efficaces, entre les mains des hommes d'affaires. L'Etat, c'est eux, et ils s'épanouissent, tandis que des fortunes colossales s'édifient par l'emploi des esclaves, et tout

spécialement des enfants d'esclaves, car le développement du machinisme permet l'utilisation, rentable à ravir, des petits prolétaires, dès huit ans, parfois moins. On les paye au quart de ce que reçoivent les adultes et ils sont aussi productifs. Les femmes également travaillent, à bas prix. La main-d'œuvre est surabondante. L'homme est malade ? Qu'il meure. Il sera facilement remplacé. Vieux, et hors d'état de gagner sa vie ? Qu'il se débrouille. Il est vrai qu'on ne vieillit pas beaucoup chez les travailleurs, et la mortalité infantile est énorme. Dans l'industrie textile, par exemple, la moyenne de vie pour les employés est normale : grosso modo, 30 ans ; elle n'est que de 27 mois pour les « employés », tant l'hécatombe, dans les portées de prolétaires, est permanente. On n' imagine pas, aujourd'hui, ce que fut la condition ouvrière sous Louis-Philippe. Nous dirions « un enfer » si le mot gardait un contenu. Toujours est-il que cette exploitation forcenée de l'homme par l'homme était la source d'une opulence, dont les Motte, les Schneider et les Schlumberger offraient des exemplaires grandioses.

***Une similitude entre le 10 août 1792
et le 24 février 1848 :
l'éviction du roi***

Tout à coup, un incident, plus désagréable encore que celui du 10 août 1792 : le 24 février 1848, Louis-Philippe disparaît, comme dans un trappe, et la République ressuscite. Le prolétariat parisien est debout, des fusils à la main. Le système est compromis. C'est la panique chez les notables. Mais la crise sera brève, beaucoup plus courte qu'en 92. Pour venir à bout de Robespierre, jadis, il avait fallu 23 mois. Il n'en faudra pas 4, en 1848, pour se débarrasser de Louis Blanc, d'abord, et de Lamartine ensuite, ce malfaiteur que les gens de bien avaient salué, dans les premiers jours, comme un sauveur envoyé du ciel, un belluaire masqué, un imposteur à leur profit, payant de mots les esclaves rebelles pour les endormir, jusqu'à ce que la reconstitution de la police et de l'armée mette les possédants en mesure de ramener à coups d'obus la canaille au chenil. Ç'avait été une stupeur, chez les châtelains, lorsqu'on avait entendu Lamartine réclamer sérieusement l'abolition du remplacement militaire, la surveillance des trusts, l'impôt sur le revenu et la nationalisation des chemins de fer. Pourquoi pas « des banques? », s'écriait dans un élan d'indignation, monsieur de Montalembert, chef, à l'Assemblée, du « parti religieux », qui dénonçait les projets de Lamartine comme autant d'atteintes stupéfiantes à la Propriété et « à la Famille » (*sic*). Le carnage de juin – signé Falloux et Cavaignac – rééditait, avec plus d'ampleur, Thermidor, mais demeurait strictement dans la même ligne : un redressement furieux des « mangeurs » contre une incartade des « mangés ».

***Prêcher aux démunis la résignation et le respect,
prônés par la doctrine sociale de l'Église***

Et, avec une remarquable similitude, le 2 décembre 1851 constituera la récurrence du 18 brumaire 1799. De même qu'après thermidor la République numéro 1 avait quelque temps survécu, rectifiée, avilie, exsangue, mais telle quelle toujours redoutable, de même, après juin, la République numéro 2 avait persisté, méconnaissable, avec un suffrage « universel » qui cessait de l'être (dehors, les gens sans ressources !), mais encore et malgré tout inquiétante, d'où le recours, imitatif, au Bonaparte de service, pour étranger la République, en affectant comme autrefois de la défendre. La reine Hortense, mère du prétendant, lui avait laissé, en 1837, des instructions écrites, spécifiant en propres termes que, si l'on savait s'y prendre, la France pouvait très bien être attrapée deux fois, par le même clan, « au même lacet ». Quant aux hommes du « parti religieux », après la saignée calmante qu'ils avaient appliquée au prolétariat, et qui, dans leur pensée, devait ôter à ces importuns le goût des revendications pour un beau lot d'années, ils avaient estimé sage, et prévoyant, en considération de l'avenir, de bâtir une loi, dite « loi Falloux ». Loi d'enseignement par laquelle non seulement les congrégations religieuses auraient le droit, dorénavant, d'instituer elles-mêmes des

écoles, mais l'instruction publique tout entière, l'instruction dispensée par l'état, serait soumise au clergé. Dans chaque circonscription universitaire, le Conseil académique aurait un évêque à sa tête, de sorte que l'Église pourrait exiger la révocation de tout professeur ou de tout instituteur indocile. Les Falloux et les Montalembert, promoteurs de l'entreprise, comptaient sur le bon esprit des ecclésiastiques pour la besogne que l'on attendait d'eux : prêcher aux démunis cette « résignation », de longue date prescrite par madame de Staël, comme la seule recette assurée de la paix publique. « La doctrine sociale de l'Église, déclarait avec vigueur Montalembert à la tribune de l'Assemblée, elle tient en deux mots : s'abstenir et respecter ». Le nombre était joufflu encore, Dieu merci, des niais analphabètes, dans les masses, qui avalaient comme du pain (ou à la place du pain) les sornettes chrétiennes, et les esprits forts, affranchis pour leur part de ces crédulités, applaudissaient à la maxime de Voltaire ; « Il est fort bon, avait énoncé le seigneur de Ferney, de faire accroire aux gens qu'ils ont une âme immortelle et qu'il existe un Dieu vengeur qui punira mes paysans s'ils veulent me voler mon blé ». « Un bas peuple sans religion, avait ajouté le patriarche, n'est qu'une horde de brigands ».

Ainsi pullulèrent ces « athées de la nuance catholique » dont parlait, si joliment, Victor Hugo. Ozanam constatait, éccœuré, en 1850 : « Il n'est aujourd'hui voltairien affligé de 50 000 livres de rente qui ne veuille envoyer tout le monde à la messe, à la condition de n'y pas mettre personnellement les pieds ». Et l'on pouvait entendre le comte Alfred de Vigny, agnostique résolu et hôte habituel des glaciers de l'intelligence, gourmander vivement, tant il avait eu peur en 1848, le pasteur Bungener coupable d'avoir nasardé à contretemps le souverain pontife.

Avec Napoléon III, l'Éden s'est rouvert aux « mangeurs »

Lourde faute, lui disait Vigny, erreur grave, et qui pourrait ressembler à une trahison : à l'heure où la Propriété subit d'horribles assauts, tous les gens de bien doivent serrer les rangs, et « ce n'est pas trop de toute l'armée du Christ (*sic*) pour faire face à la barbarie sortie de ses repaires ». On devine de quel cœur ardent M. de Vigny avait applaudi, avec Louis Veuillot, avec Montalembert, avec tous les amis de l'ordre, au massacre du 4 décembre 1851 sur les boulevards. Une fois de plus, en juin 48, comme en Thermidor, en Brumaire, en juillet 30, la vérité sociale triomphait et les « barbares » étaient muselés.

L'Éden s'est rouvert aux « mangeurs » avec Napoléon III, après le tragique accroc de 1848 et les trois années mal assises, inconfortables à l'extrême, qui avaient suivi, en dépit de l'intervention salvatrice, mais insuffisante, du général Cavaignac. La « Fête impériale » s'inaugure. Les écoles congréganistes passent de 10 000 à 17 000, et c'est une admirable floraison bancaire : création, en 1852 du Crédit Foncier de France et du Crédit Mobilier, en 1859 de la Société Générale du Crédit Industriel et Commercial, en 1863 du Crédit Lyonnais, en 1864 de la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie. Les salaires ont été accrus, mais moins que ne s'est élevé le prix des denrées. Les enfants, par dizaines de milliers, travaillent toujours dans les manufactures. La condition du prolétariat demeure dans l'ensemble ce qu'elle était sous le roi-bourgeois. La journée du travail, que Louis Blanc, en mars 48, avait tenté de faire réduire (dès le mois de mai, l'Assemblée avait mis le holà), reste de onze heures, en moyenne. Les travailleurs se logent dans des taudis qu'ils paient de plus en plus cher. Une enquête, conduite en 1860, révèle que le salaire moyen des quelque 300 000 ouvriers qui vivent à Paris est de 4,50 francs, 4,50 francs par « jour ouvrable », soit (lorsqu'il n'y a pas maladie ou chômage) un peu plus de 300 jours par an et non pas 365. Un bon repas dans les restaurants élégants – je ne parle pas des établissements de grand luxe – coûte alors 15 francs par tête. En 1862, le baron Haussmann a évalué à plus d'un million le nombre des « indigents » qualifiés dans le seul département de la Seine.

Et pourquoi pas une guerre de diversion ?

Les grèves se multiplient en 1869, mineurs de la Loire, mineurs de Carmaux, canuts lyonnais, charpentiers de Vienne, tisserands de Rouen, fileurs d'Elbeuf. La troupe tire, en juin 1869, à La Ricamarie, faisant 13 morts et 9 blessés, dont une petite fille ; en octobre à Aubin, où l'on comptera 14 morts dont 2 femmes et un enfant de 10 ans ; au Creusot (9 000 habitants en 1852, 25 000 en 1870) Schneider fait appel aux fantassins et aux dragons pour intimider les grévistes ; la grève échoue ; le tribunal d'Autun distribue à 25 condamnés 298 mois de prison ; des centaines d'ouvriers sont congédiés. L'ajusteur Adolphe Assi, qui défendait ses camarades, a été arrêté. Un triste individu, cet ajusteur ; il a aidé Varlin, en février 1870, à créer, au Creusot, une section de l'Internationale des Travailleurs. Des choses sérieuses se préparent. Ça et là – le mouvement est né – des ouvriers répondent, après trois quarts de siècle, à l'invitation de Robespierre et se mettent à regarder en face « les causes de leur misère », afin d'y remédier.



**Portrait sur bois
d'Eugène Varlin
et Louis Rosset
(par Félix Vallotton)**

Parallèlement, des intellectuels, de plus en plus nombreux, entrent dans l'opposition à l'Empire et, si le plébiscite de mai 1870 a été rassurant dans les campagnes où la masse rurale emboîte toujours le pas aux notables, à Paris, en revanche, le résultat est dramatique : les Non l'ont emporté sur les Oui. A la cour, un parti puissant, autour de l'impératrice, incline à reprendre la bonne vieille méthode girondine, dantoniste et napoléonienne de la diversion guerrière. Ces conseillers sont persuadés qu'une guerre victorieuse arrangerait tout, dans l'euphorie de la « gloire », et ils ne supposent pas une seconde qu'une empoignade avec la Prusse puisse mal tourner. C'est un dogme pour eux que l'armée française est invincible, et les généraux accréditent cette légende. Malade et à demi éteint, Napoléon III n'est pas chaud pour cette aventure et il préférerait s'abstenir.

Bismarck, fort bien renseigné, souhaite, au contraire, le conflit et fait en sorte qu'il éclate sur l'initiative de la France. Ses plans sont couronnés de succès, et ses prévisions se vérifient. La mobilisation française s'effectue dans un désordre et avec une lenteur incroyables ; sur le champ de bataille, les généraux gaulois, qui se jalourent et s'entre-haïssent, fournissent une confirmation totale aux propos du prince André, dans *Guerre et Paix*, à la veille de Borodino, sur les dispositions réelles et secrètes des généraux russes dans l'action ; le vœu premier, pour chacun, est que le camarade ait des ennuis, et l'on y veille avec diligence. Bazaine, dans son coin, mène son jeu. Il pourrait aisément sortir de Metz, mais il s'en garde bien. Les collègues se sont fait écharper. Bravo ! Il conserve son armée solide, en réserve, à telle fin. On discute, à Paris, sur le parti à prendre : stratégiquement mieux vaut replier, devant la capitale et sous Mac-Mahon, tout ce qu'on a de forces encore, attendre-là les Prussiens, éloignés de leurs bases, avec des chances raisonnables de leur infliger, au lieu choisi, une défaite ; mais, politiquement, ce repli serait désastreux, peut-être même fatal. L'empereur chef de guerre, que l'on a vu partir en majesté pour cueillir des lauriers et redorer sa couronne, c'est en frissonnant que la cour le verrait revenir, écorné, piteux, dans une ville qui a si

mal voté au plébiscite, et qui est toute grouillante d'opposants. Politique intérieur d'abord. Surtout éviter cette option néfaste ! On n'écouterait donc point Mac-Mahon, qui la préconise. Ordre lui est donné d'avancer. Il est à Chalons. Eh bien, qu'il fonce au nord-est, et Bazaine fera sa jonction avec lui pour une grande bataille décisive.

***L'ennemi des « Jules »,
ce n'est pas la Prusse,
c'est Belleville***

Plus souvent que Bazaine qui [donc] irait compromettre, dans une pareille aventure, l'atout qu'il tient en main ! Que Mac-Mahon, qu'il laissera seul, aille à l'abattoir. L'empereur y perdra-t-il son trône ? C'est possible, et lui, Bazaine, pourra, grâce à ses légions intactes, s'imposer à l'impératrice et jouer un rôle à sa taille. La catastrophe, guettée et souhaitée par Bazaine, dépasse un peu toutefois ses prévisions. Sedan ; toute l'armée de Mac-Mahon prisonnière, l'empereur aussi capturé. Et, par contrecoup dans Paris, le régime qui tombe, la République, pour la seconde fois, qui reparaît.

Quelle République ? Celle de Robespierre ? Allons donc ! Pas même celle de Lamartine. Dès que la nouvelle de Sedan est parvenue dans la capitale, les Jules ont volé en trombe vers l'Hôtel de Ville ; Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon, augmentés de Jules Trochu, gouverneur militaire. Ces messieurs n'ont qu'une pensée : à tout prix empêcher la formation d'un gouvernement révolutionnaire, républicain pour de bon ; toujours et avant tout, la politique intérieure. L'ennemi des Jules, ce n'est pas la Prusse, c'est Belleville ; ce n'est pas Bismarck, c'est Blanqui. Jules Simon, candidat de la « gauche » pour rire aux élections de 1869 (la pseudo gauche anticléricale et furieusement conservatrice, style Picard, l'ami de Renan), a eu devant lui, pour sa rage, un candidat de la gauche réelle, Vallès, qui s'intitulait « candidat de la misère ». Ces gens-là, les Blanqui, les Varlin, les Vallès et les Vermorel, les voilà, les abominables, les trouble-fête, les « monstres », ceux qui ont les yeux ouverts et qui prononcent les mots défendus, ceux qui veulent casser, ceux qui veulent abattre le vieux système ancestral à faire des riches avec la vie des pauvres.



***... les abominables,
les trouble-fête, les
« monstres »...***

**Adolphe Assi,
Charles Delescluze,
Jules Vallès, Gustave
Clauseret et Gustave
Courbet, ces acteurs
de la Commune de
Paris qu'Henri
Guillemin apprécie
particulièrement.**

Les Jules ont crié « République ! » pour duper la plèbe et persister dans ce pouvoir sur lequel ils ont fait main basse en toute hâte. Ils se donnent pour un Gouvernement de Salut public, le Gouvernement de la Défense nationale et ils ne sont, au vrai, que le gouvernement de la Défense sociale. Ils vocifèrent « Résistance », parce que Paris, en effet, veut résister, parce qu'un élan fou soulève la ville et surtout les faubourgs – [car] « République », pour les pauvres gens, c'est 1792, c'est « la Patrie en danger », c'est la ruée des « Soldats de l'an II » contre l'envahisseur ; et il faut faire croire aux Bellevillois qu'on est là pour ça : retrousser ses manches, bander ses muscles,

attaquer, attaquer, vaincre. Le seul espoir des Jules c'est l'arrivée, au plus tôt – qu'ils se dépêchent, grands dieux ! mais qu'est-ce qu'ils font ? - l'arrivée torrentielle des Prussiens, et les canons des forts (M. Thiers y avait pensé dès 1840) braqués sur les antres rouges.

Amis, les Prussiens. Ils veulent l'Alsace et la Lorraine. Soit ! Soit ! On les leur donnera. Aucune importance. L'important, c'est la protection des structures économiques et sociales ; les Prussiens sont des honnêtes gens ; ils ne mettent pas en péril l'essentiel ; ils n'ont aucune mauvaise intention, pas la moindre, à l'égard de « l'arche sainte ». L'arche, c'est-à-dire l'Argent, c'est-à-dire la loi des riches, ils en sont de fidèles sujets, et non les complices des « barbares ». On est de la même obédience, entre Jules et Prussiens, du même côté de la barricade. L'ennemi commun, c'est les « rouges » - les « cramoisis », comme dit Picard. Les Prussiens les haïssent parce que ces crève-la-faim prétendent ne pas plier devant eux, et les Jules les exècrent parce que, si jamais ils gagnaient, s'ils l'emportaient dans la guerre, quel horrible drame ce serait pour ce qui compte plus que tout, l'unique nécessaire, l'Ordre, le Bien, la Propriété !

L'historique « défense de Paris », un chef-d'œuvre d'humour noir

A l'insu des Parisiens, une comédie s'entame qui va faire de l'historique « défense de Paris » un chef-d'œuvre d'humour noir. Les Jules voudraient-ils se battre – et ils ne le veulent pas une seconde – que l'armée le leur interdise. L'État-major refuse toute action. Ces généraux bien nés, et qui doivent leur illustration à l'Empire, vous les voyez contribuant à une victoire de la République ? Dérision. Bazaine, encerclé dans Metz, offre carrément à Bismarck le 10 octobre 1870 (et ses pairs sont d'accord) de « neutraliser » son armée, face aux Prussiens qui ont cessé d'être, à ses yeux, l'adversaire, et de la jeter sur Paris. Que les Allemands l'y autorisent, et il se fait fort, avec ses troupes devenues, comme il l'indique expressément, « le palladium de la Société », d'aller en finir net avec les fous furieux de la capitale et d'y rétablir les droits du bon sens. La Prusse, ajoute-t-il, n'aura qu'à s'en louer et elle atteindra, de la sorte, ses buts de guerre ; Bazaine s'en porte garant. Favre a bien essayé, en secret dès septembre, rencontrant le chancelier prussien à Ferrières, de lui livrer Paris tout de suite, mais l'opération a raté, Moltke a exigé, l'imbécile (et Bismarck s'en mordait les lèvres), un geste immédiat qui dénudait Favre devant ses dupes et rendait l'astuce impraticable. Et Favre, pour surnager, a dû rugir, à l'intention des Parisiens, son « pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses », alors qu'il venait, la veille, d'accorder – mais bien sûr ! - à la Prusse tout ce qu'elle voulait de notre sol. Il faudra donc se résigner à une interminable pantomime belliqueuse pour que la plèbe se tienne tranquille jusqu'à l'heure où, la feinte d'une famine absolue trouvant quelque crédibilité, il sera possible – enfin ! enfin ! - sans risquer une insurrection, de signer l'acte sauveur, cette capitulation bénie, si passionnément attendue par les Jules et pendant quatre mois retardée dans l'angoisse.

Les observateurs neutres – Anglais et Suisses – n'en croyaient pas leurs yeux. L'état-major parisien commande à plus de 200 000 soldats, ainsi qu'à quelque 250 000 combattants civils, armés et pleins de feu, qui se sont inscrits dans la Garde nationale et brûlent d'en découvrir avec les Prussiens. Jusqu'à la reddition de Metz, autrement dit pendant 50 ou 60 jours, les allemands n'ont eu que 170 000 hommes autour de Paris, et sur un périmètre tel que leur ligne était d'une fragilité extrême, incapable de soutenir le moindre choc réel. Que les français lancent à l'assaut 50 000 hommes, 40 000 hommes seulement, sur un point déterminé, et le verrou infailliblement, saute. Mais c'est là, très précisément, ce dont l'état-major ne veut pas, ne veut pour rien au monde. Sa thèse menteuse, ressassée jour par jour à l'usage des Parisiens, est la solidité terrifiante, sur la totalité du cercle, des défenses allemandes, profondes, massives, imprenables. Un coup de main spontané de volontaires au Bourget a réussi. Les Prussiens ont été culbutés. Horreur ! Le commandement punit ces indisciplinés qui démentent sa doctrine et leur refuse tout soutien d'infanterie ou d'artillerie. Et lorsqu'ils sont écrasés, l'État-major se cambre : « Vous voyez ! Nous l'avions bien dit. Toute percée est hors de question ». Et pour la « grande offensive » qu'il est

indispensable, au moins une fois, de simuler (Champigny), les généraux organisent toutes choses comme il faut pour une démonstration écrasante d'impuissance.

Complication imprévue : un homme, au gouvernement, un seul, désirait la victoire, cette victoire que Foch, dans son cours à l'École de guerre, déclarera tout à fait possible et même à portée de la main, après Sedan, eu égard aux formidables ressources, en hommes et en matériel, dont la France pouvait disposer, à condition de le vouloir. Gambetta veut qu'elle le veuille et il devient, aussitôt, pour le gouvernement de la Défense nationale comme pour M. Thiers, l'ennemi majeur. Le 29 octobre 1870, ayant constitué, en trois semaines, et sans autre miracle que celui de son énergie, une puissante armée sur la Loire, Gambetta est en mesure de pulvériser les 40 000 Bavares qu'il a devant lui et de débloquer la capitale. C'est, pour les Allemands, l'heure la plus aiguë de la guerre, l'instant où le sort va se renverser ; Guillaume, Bismarck, Moltke et Frédéric-Charles le reconnaîtront plus tard, avouant que, déjà, ils se préparaient à évacuer Versailles. Mais M. Thiers veillait. C'est lui, avec l'aide du général d'Aurelle de Paladines, qui stoppe Gambetta, annule l'offensive. Paris libéré grâce à Gambetta, ce serait, pour M. Thiers, une avanée irréparable, un terrible obstacle qu'il ne saurait tolérer, dans son ascension vers la présidence. Il importe de savoir que le futur « libérateur du territoire » (il s'y retrouvera, financièrement) a pris soin, d'abord, d'assurer la victoire allemande, après avoir, au cours de son périple européen de septembre-octobre 1870, formellement garanti à la Prusse qu'elle pouvait compter sur lui pour l'annexion de Strasbourg et de Metz. On lui cassera les reins au Gambetta, capable, avec sa « résistance républicaine », de préparer, malgré lui peut-être, d'affreux lendemains aux possédants. C'est la bête noire de toutes les puissances établies ; il a contre lui, à la fois, les bureaux de la Guerre, le gouvernement de Paris, M. Thiers, M. de Bismarck et tout ce que la France compte d'honnêtes gens – et d'honnêtes femmes –, de M. Ernest Renan à M^{gr} de Bonnechose et de Louis Veuillot à M^{me} Sand.

Les voilà, les étranges circonstances nationales d'où surgira, en mars 1871, la Commune de Paris. On le connaît trop peu, d'ordinaire, cet arrière-plan. Aussi ai-je tenu à en dessiner, ici, les grands traits. Travail, je pense, utile pour interpréter sans erreur un des plus poignants épisodes de l'Histoire humaine, chargé de sens et d'espoir.

Henri Guillemin

Sommaire

Avant propos, par Guy FOSSAT

Première partie

Communications

Antoine Marzio

Jaurès et Guillemin, pensées et arrière-pensées
autour de *l'Arrière pensée de Jaurès*
par Henri Guillemin

Jo MARTYNCIOW

Henri Guillemin, profession : écrivain

Deuxième partie

Textes & documents

Henri Guillemin, préfacier (I), présenté par Guy FOSSAT

Georges Soria, Grande histoire de la Commune (1970)
Introduction, par Henri GUILLEMIN



*Un Guillemain inattendu.
1936, sa thèse soutenue,
il obtient un poste
à l'Université du Caire
pour y enseigner
la littérature française.*

Dans cette cinquième livraison, on trouvera deux articles reprenant des matériaux présentés lors des « Entretiens Henri Guillemain » des 10 octobre 2014 et 6 juin 2015 à la Médiathèque de Mâcon.

Antoine Marzio aime les formules. A propos de la spiritualité de Jean Jaurès, il note « Et Jaurès de conclure, sur ce sujet, que la philosophie admet que tous les êtres finis peuvent aspirer à l'infini et à l'absolu, mais qu'elle n'admet pas qu'un seul être ait pu accaparer l'infini et monopoliser l'absolu ».

Pour sa part, Jo Martyniciow brosse un large tableau de Guillemain écrivain. De belles formules, là aussi, pour nous inciter à pousser plus loin la recherche. « Certes, on voit bien ce qu'il y a parfois de délectation, chez Guillemain, à jongler avec les mots pour terrasser l'adversaire. Osons le dire, il y a du Cyrano chez lui : *A la fin de l'envoi, je touche !* Tant de dextérité pourrait déplaire, indisposer et, diraient certains, à juste titre ».

Dans la section « Textes et documents », à propos de la Commune de Paris et du livre de Georges Soria, voici tout le talent de Guillemain, préfacier ! Voilà un texte, trop peu connu, qui résume aussi sa pratique de l'histoire.